



1



ASSOCIATION
AUTOGESTION



Le Réseau AAAEF



Que reste-t-il de 1917?

La Révolution d'Octobre 17 est désormais vue à travers la faillite de l'URSS. Quel qu'aura été le regard porté sur cette dernière, cette Révolution et ce qui en a découlé a largement marqué le XXème siècle et l'idée de transformation sociale des sociétés. Son écroulement a débouché sur des thèmes comme «la fin de l'Histoire» ou le Tina (There Is No Alternativ) de Margaret Thatcher.

Aujourd'hui, des analyses différentes voire divergentes ont des conséquences diverses sur la question de la transformation sociale et ce, au moment où dans de multiples pays le système politique et institutionnel connaît une crise inégalée.

Nous vous proposons de confronter, non pas un bilan historique, mais différents regards portés sur la question de l'alternative au capitalisme à partir d'enseignements que vous tirez de votre bilan d'octobre 1917.

1- Bénédicte Goussault

Aujourd'hui Octobre 17 est vu comme la faillite de l'URSS et que l'on peut se demander quel serait le regard porté sur cette Révolution, ainsi que ce qui en a découlé et a marqué le XXème siècle et l'idée de transformation sociale des sociétés.

Aujourd'hui les analyses sont différentes, voire même divergentes, avec des conséquences diverses sur l'idée de transformation sociale au moment où beaucoup de systèmes politiques sont en crise.

Nous vous proposons de confronter non pas une vision historique mais les différents regards que nous pouvons porter sur la question de l'alternative au capitalisme et sur tout ce que nous pouvons tirer comme enseignements aujourd'hui, car c'est cela qui nous importe, sur cette Révolution d'Octobre 1917.

2- Josiane Zarka

Il y a un an, on aurait pu penser que l'anniversaire d'Octobre n'intéresserait que des spécialistes ou des nostalgiques. On assiste, au contraire, à une multiplication d'initiatives et la plupart des grands média ont traité le sujet : Le figaro, la tribune, le Point, orange Info, France culture, Arte, la chaîne histoire, Les grands instituts de cinéma. Ce qui frappe, c'est qu'une bonne partie de ces initiatives ne sont pas des commémorations passéistes ou les lamentations habituelles sur le stalinisme, mais des contributions à un débat critique sur le fait révolutionnaire lui-même (Révolution ou coup d'état ?). Au-delà du contenu, le fait nouveau, c'est cette posture de débat qui infléchit quelque peu le cadre idéologique de « la fin de l'histoire » dans lequel on baignait depuis quelques décennies. Comment interpréter ces signaux, encore faibles, mais significatifs ?

Depuis une quinzaine d'années, nous entrons dans une nouvelle séquence politique : le développement du système capitaliste apparaît comme contradictoire avec les intérêts des individus, de la société et de la nature. Il n'a plus les marges de manœuvre qui lui permettrait de rééditer les « compromis » de 1945 et ses institutions perdent leur légitimité.

En Europe et dans le monde, des mouvements et des expérimentations se multiplient. Ils s'attachent à modifier en acte les logiques du capital, même si leur action se limite souvent au local et qu'ils ne cherchent pas à modifier globalement le système. La pensée critique sur le capitalisme, un moment en sommeil, redémarre. Plusieurs sondages attestent aussi du « bougé » : 53% pensent que le capitaliste, comme système, est la cause de la crise, mais qu'il n'y en a pas d'autre. 26% pensent qu'il faut penser à un nouveau système... Pour 56% le mot Révolution a une connotation positive mais ils ne disent pas ce qu'ils mettent dedans.

Mais les forces politiques instituées ne semblent pas s'apercevoir que la question du changement de société peut redevenir « audible », parce qu'elles sont enfermées dans des stratégies de type keynésien qui ne remettent pas en cause le cadre du capitalisme et qu'elles pensent que le rôle des partis est de se substituer aux intéressés eux-mêmes.

Du coup, l'écart entre la volonté de changement et l'imagination de ce changement n'est pas comblé. C'est ce qui permet à Macron de surfer sur les idées de révolution et à Mélenchon de tenter de les détourner.

A force d'accumuler les défaites, nous sommes plus attentifs au sentiment d'impuissance qui est réel, qu'à l'autre face contradictoire de la situation : tous ceux qui luttent et qui veulent que ça change commencent à réfléchir sur les limites de leurs actions et sont dans une posture de recherche d'issues. On croyait les gens assommés par l'échec du mouvement contre la loi travail en 2016, mais ils ont rebondi avec le vote Mélenchon à la présidentielle. Les participants aux *nuits debout* qui traduisaient une vraie recherche d'alternatives ont poursuivi leur chemin de manière souterraine, malgré l'échec de 2016. C'est Mélenchon qui a su les capter en les canalisant dans un rôle subalterne de soutien (groupe de soutien)

Dans ce contexte, l'anniversaire critique de la révolution d'Octobre n'est plus une commémoration qui renvoie au passé mais une confrontation autour de nouveaux outils d'émancipation. Le « débat public » a lancé plusieurs problématiques précises qui nous permettent de rebondir :

« *La révolution de février 1917 est « plus sage » que celle d'Octobre plus...radicale* ». Cette idée ouvre un débat sur modernisation de l'état des lieux ou rupture ?

1917 : Révolution ou Putsch ? Tout mouvement de portée subversive est-il obligatoirement antidémocratique ? Quid de la légitimité des occupations d'usines ? de la Résistance, de la désobéissance ?

Une question, moins présente dans le débat mériterait d'être débattue : le rôle prédominant de l'État et des partis au détriment de la créativité du mouvement populaire lui-même. Tout mouvement de l'ampleur d'une révolution produit un foisonnement inévitable d'idées et d'événements. Mais ils sont vécus comme des dissensions, luttes de clans qu'il faut discipliner au détriment de leur immense créativité...

Au-delà de l'événement lui-même, on peut s'interroger si le débat qui s'est ouvert à l'occasion de l'anniversaire de 1917, peut constituer le point de départ d'un chantier public plus large sur ce que veut dire **révolution** ?

3- Pierre Zarka

Octobre 17 et nous. Une pensée insuffisamment indépendante.

Si personne ne peut décider d'une révolution, je parle de l'événement, il est possible de tisser au fil du temps les fils qui dessinent les contours d'un ailleurs politique, d'une utopie, d'un idéal, on appelle ça comme on voudra. Nous avons besoin d'interroger ce qui a pesé sur une pensée qui devait être libératrice.

1917, 46 ans après l'écrasement de la Commune de Paris. Le mouvement ouvrier se constitue à partir du traumatisme qui en découle. Contrairement à Marx, ce qui est retenu de la Commune n'est pas sa créativité mais son échec. La question de la prise de l'État devient le verrou de l'avenir. Les partis socialistes en concluent l'impossibilité de toute posture subversive et sombrent dans le parlementarisme. Les révolutionnaires se tournent vers la seule révolution réussie : celle de 1789. Point commun aux uns et aux autres : le système représentatif incontournable, le Parti qui doit assurer la prise du pouvoir d'État. Devant une adversité sanguinaire, la question démocratique cède le pas à ce qui semble être l'efficacité.

La participation populaire à la Révolution Française a fait oublier que ce qui a en a découlé est fondé sur la dépossession des couches populaires de tout pouvoir politique réel. Sièyès, pilier du Tiers État déclare : le peuple n'a pas d'existence politique propre, il ne peut parler que par ses représentants. Au lendemain de l'écrasement de la Commune, il y a comme fondateurs de l'introduction du suffrage universel masculin, deux monarchistes Thiers et Mac-Mahon qui expliquent qu'il faut bien y passer mais pour eux c'est un moyen d'intégration et un moyen de meilleure connaissance de l'humeur des exploités et de dissocier les classes dangereuses des élites qu'elles peuvent se donner.

Cela réduit le rôle politique du peuple aux seules élections et fait de l'ordre le synonyme de l'achèvement de la victoire. Toute autre forme d'accès à la politique ne relève que d'un droit individuel à avoir ses opinions. Les manifestations collectives sont considérées comme dysfonctionnements. Les partis politiques se réservent la prise du pouvoir d'État et se substituent au rôle des intéressés

Lénine en hérite. Nous aussi. Contradiction : pour lui la plus humble des cuisinières doit pouvoir participer à la vie politique et...il appuie sa conception du parti sur l'idée que la conscience nécessaire au prolétariat ne peut lui venir que de l'extérieur, et affirme la nécessité de révolutionnaires professionnels. Le parti devient le centre du possible. L'appel au parti bolchevique à prendre le Pouvoir n'équivaut pas à « tout le pouvoir aux soviets ». Ce qui reproduit, de fait, la subordination dans les rapports à la politique. Si pour moi, il n'y a ni équivalence entre Lénine et Staline ni que le premier préparerait le second, le rôle de l'État, le Parti se substituant au rôle « des masses », celles-ci appelées à suivre, sont à mes yeux, une pente vers une concentration de pouvoirs. Comprendons-nous bien : si je ne plaide pas en faveur de je ne sais quelle spontanéité, cette dernière et produire la conscience de l'extérieur du corps social n'est pas la seule alternative. Il reste la possibilité inexplorée à ce jour, qu'une visée en quête d'une autre cohérence et donc par définition toujours inachevée, permette à des militants de tenter de construire avec les intéressés et à partir de ce qu'ils portent déjà un point de mire au-delà du système capitaliste pour inscrire l'élaboration de réponses dans la perspective d'une autre organisation de la société. De l'extérieur ou avec et à partir de ne sont pas la même chose.

La Commune avait tenté de dépasser ces rapports par des pratiques autogestionnaires. Mais son écrasement en fait un point faible aux yeux de ses successeurs. Si la Première Internationale mêlait sur un pied d'égalité partis, syndicats, associations, la Seconde et la Troisième, imposent la suprématie des partis sur toute autre forme d'engagement. Dans le Manifeste du Parti Communiste, Marx et Engels doutent de la pertinence d'un Parti

communiste séparé des autres forces transformatrices. Et nous, nous vivons avec ces deux dissociations comme allant de soi.

Cette conception délégataire marque encore aujourd'hui le mouvement démocratique alors que l'aspiration à participer n'a cessé de grandir. La Présidentielle a poussé la dissociation social-politique par des candidatures et une campagne électorale se situant hors des mouvements qui avaient précédé. La mise en cause des partis est passée par des rapports d'allégeance aux leaders, reproduisant la relégation du mouvement social au rôle de soutien.

A quelles conditions le concept de Révolution est valide ?

L'acharnement avec lequel les forces du capital s'éloignent de tout compromis de type fordien ou keynésien disent que les transformations ne découleront pas d'aménagements. On ne peut solutionner un problème sans mettre en cause l'aliénation qu'impliquent le système représentatif et le rapport salarial, sans toucher au pouvoir des capitalistes ni au rapport travail/hors travail. Aider les luttes à triompher passe par des réponses qui sortent du système qui a engendré les problèmes. Cela passe par décortiquer un système idéologique inhérent à une société d'exploitation et de domination qui pèse sur l'inconscient collectif y compris celui des révolutionnaires. D'où la nécessité que l'immédiat ne soit pas traité de telle façon que sa vision occulte celle d'une nouvelle cohérence à bâtir. Or c'est bien ce qui se passe aujourd'hui.

Je me limiterais à trois thèmes qui nous renvoient à un Marx oublié.

1. L'État ou la démo-cratie. Peut-il y avoir de Justice sociale sans accès démocratique aux pouvoirs d'élaboration et de décisions ? Comment les exploités deviennent le lieu donc la force du pouvoir-faire ? A plusieurs reprises Marx fait preuve d'un anti-étatisme qui a été occulté. Dans la question juive, l'anti-Hegel, il dit combien les rapports à l'État renvoient à une déférence quasi-religieuse, que cela fait que l'Homme et le Citoyen ne sont plus les mêmes. Dans la Guerre civile en France, il considère que le grand mérite de la Commune est d'avoir fait la démonstration que le prolétariat n'a rien à gagner à la prise du pouvoir d'État pour le mettre à son service mais qu'il doit inventer autre chose. C'est le mouvement de la révolution qui doit devenir force de pouvoir. Notre héritage fait l'impasse sur ce problème et nous n'en sommes pas sortis quand on voit la force d'attraction de l'électoratisme et la quête du messianisme.

Le dépérissement de l'État n'est pas à renvoyer à plus tard ; l'action révolutionnaire doit ouvrir immédiatement le processus par lequel les exploités commencent à s'affranchir. En appeler aux pouvoirs publics comme arbitre ou renvoyer à la bonne majorité met les gens dans une posture de consommateurs.

Les gens en sont-ils capables ? C'est souvent ce que l'on oppose à cette perspective. Et de retrouver l'absence de spontanéité. Tant qu'un pouvoir n'est pas exercé, il n'est que demandé par une petite frange de la population. Et je retrouve le « à partir de ». Aujourd'hui la quête même confuse d'être davantage entendu filtre de partout : jusqu'aux abstentions. D'où la possibilité d'interroger publiquement dans quelle mesure nous pouvons de ce point de vue commencer à sortir de la normalité.

2. La formation politique. Viser à prendre le pouvoir n'est pas synonyme d'un appel à l'auto-gouvernement. Je ne plaide pas en faveur d'une spontanéité miraculeuse. L'organisation doit-elle pallier aux lacunes des intéressés en les éduquant, les guidant, leur demandant leur confiance et se trouve donc autorisée de parler à leur place ? Il n'y a alors qu'une seule formation qui détienne LA VERITE. Et toute tentative de créativité indépendante devient de la gêne. Ou l'organisation a-t-elle pour fonction de favoriser le passage de dominé à sujet de l'action transformatrice ? Donc d'insuffler aux débats des analyses, des questionnements, des propositions d'expérimentations ? Si c'est de la confrontation que découlent la capacité de cerner un problème et sa solution, le pluralisme n'est pas de l'ordre de la tolérance mais bien de l'efficacité.

3. Le travail. Afin de tenir les promesses de la Révolution, les bolcheviques sont animés par une obsession du rattrapage économique. Ils voient du capitalisme qu'il est injuste et brutal mais qu'il porte néanmoins une capacité de développement des sociétés. Aussi revendiquent-ils de recourir aux mêmes instruments pour des raisons d'efficacité: le productivisme pour lutter contre le sous-développement et la pauvreté ; l'introduction du taylorisme pour industrialiser le pays et 70 ans après, Gorbatchev importera des USA les méthodes managériales !

Dans l'Idéologie Allemande une des définitions du communisme de Marx est : c'est quand je pêche le matin, chasse à midi, fait de la peinture l'après-midi et de la critique le soir, sans jamais être pêcheur, ni chasseur, ni peintre, ni critique... Il dépasse la notion de métier. Dans la Critique du programme de Gotha, il fustige les notions de travail productif et de travail improductif – différence qui a longtemps habité le PCF . Pour lui, à partir du moment où un travail est utile, il est productif. Il fustige le concept de « travail créateur de richesses », - concept également souvent repris encore aujourd'hui- en précisant que le travail n'est producteur de richesses que dans la mesure où il cristallise toutes les autres pratiques sociales. Voilà qui reste à explorer dans les luttes actuelles.

Or Lénine fait l'apologie du taylorisme comme supériorité sur la société russe et ce faisant, inscrit les rapports salariaux dans une normalité qui n'a plus jamais été mise en cause.

Entre le système représentatif, le parti d'avant-garde et le rapport salarial, la Révolution s'est enlisée. Paradoxe : la fin de l'URSS fait dire qu'il est vain de vouloir se débarrasser du capitalisme, alors que c'est de ne pas avoir dépassé des concepts issus du capitalisme qui a provoqué sa faillite. Cela devrait nous mettre en garde : le risque existe de reproduire ses conceptions comme si elles étaient dans la nature des choses.

Les soviétiques ont évoqué L'Homme nouveau comme résultat du socialisme, l'expérience dit le contraire : il ne peut y avoir de révolution durable résultant d'individus marqués par l'aliénation. C'est au fur et à mesure que pour changer les fondements de la société que les gens doivent se changer.

4- Catherine Samary

Je n'interviens au nom de personne sinon moi-même, avec une identité plurielle : je suis membre de l'Association Autogestion et de divers composants de la gauche radicale française et internationale.

Je vais essayer de résumer ce que j'ai écrit, qui est un long texte à disposition. Ce travail n'est pas seulement un processus individuel, mais une offre de chantier collectif sur ce retour sur Octobre. Il propose de ne pas s'arrêter au moment de la Révolution et d'aller jusqu'à la restauration capitaliste, y compris pour comprendre à la lumière de celle-ci des choses qui étaient des différentes phases, des continuités, des discontinuités ; de ne pas s'arrêter ni au stalinisme ni à l'URSS et d'inclure les éclairages critiques les plus antibolchéviques à l'intérieur du parti bolchévique.

Ma conviction profonde, à la lecture de différents ouvrages (dont le livre de Dardot et Laval *L'ombre d'Octobre* qui revient sur l'expérience espagnole, mexicaine etc.) c'est que les anarchistes autant que les marxistes étaient complètement désarmés dans le passage de la lutte «contre» à la lutte «pour». Comme pour tout le monde ici, je pense que la question de l'autogestion, de l'auto organisation, de l'émancipation, est au cœur de notre retour critique sur Octobre. Donc l'éclairage des anarchistes est pour nous très important, et il est très intéressant de constater deux choses.

D'une part, dans ce que les anarchistes de Russie ont publié (vous pouvez trouver ça cela leur site) il est dit de façon explicite que les faiblesses des positions anarchistes dans l'expérience russe ne sont pas d'abord dues à la répression bolchévique, mais à leurs propres problèmes d'orientation. Ce qui fait d'ailleurs que beaucoup d'anarchistes ont rejoint le Parti bolchévique, y compris Victor Serge, avec tout ce qu'il peut avoir de critiques, Rosa Luxemburg, etc.

Un autre élément intéressant c'est, dans l'expérience yougoslave, leur position à la fin des années 60 (également sur des sites d'archives des anarchistes). 1968 est un moment clef en Yougoslavie (comme en Tchécoslovaquie, en Pologne etc.) où la critique est la fois anticapitaliste, antibureaucratique etc. L'expérience du socialisme dit de marché yougoslave, introduit en 65, a posé des tas de problèmes et les anarchistes interviennent là-dessus en étant plutôt admiratifs. Ceci pour vous dire qu'eux-mêmes, qui étaient extrêmement hostiles à quelque chose introduit par en haut et par un parti communiste, se rendent compte que c'est beaucoup plus riche qu'ils ne le croyaient et incitent leurs petits camarades anarchistes à l'étudier.

On connaît les critiques venant de l'intérieur du bolchévisme et du marxisme, mais il est intéressant ici de croiser aussi tout cela.

Je veux souligner que les gros points noirs auxquels se confrontent l'expérience internationale, et jusqu'à aujourd'hui, sont «nos» problèmes.

Le problème de la bureaucratie, de quelle économie politique des travailleurs face au capitalisme réellement existant -voir Michael Lebowitz, sur l'économie politique des travailleurs et la nécessité dans la mise en avant de critères alternatifs de coûts, de besoins à satisfaire et l'insuffisante critique de l'économie politique du capital- de quel travail socialement nécessaire -question que Bettelheim soulevait-, toutes ces questions non résolues à ce jour étaient les questions d'Octobre. Elles sont les questions de toute révolution, les questions qui émergent comme «droit contre droits» dans toute lutte sociale. Face au droit légal, quels droits légitimes dans de nouveaux indicateurs qui prennent en

compte aujourd'hui toutes les oppressions croisées, et l'écologie ? Comment mesurer tout cela, comment le prendre en compte en tordant le cou de toute idée d'une approche scientifique, que l'on pourrait lire dans des livres, indépendamment des mouvements sociaux qui expriment leur propre façon de vouloir satisfaire les besoins et de vouloir mesurer ce qui est efficace ? Avec des critères à inventer, et la question de l'échelle à laquelle on peut résister au capitalisme.

Cette absence d'une économie politique des travailleurs et -je vous renvoie aux travaux de Antoine Artous notamment- le fait que l'on a besoin encore d'une forme politique et d'une forme «de» politique et de droits après la révolution, tout cela c'était pas pensé par les marxistes. Mais les partis sont là pour aussi avoir des idées et pour pouvoir revenir dessus de façon critique, y compris sous la pression des échecs et des mouvements indépendants qui se sont exprimés par ailleurs.

L'autre problème c'est la confrontation à la bourgeoisie.

Tu as souligné, dans l'introduction, le mot «système» capitaliste. L'enjeu fondamental d'Octobre, qui est l'enjeu fondamental d'aujourd'hui à nouveau, c'est que l'on n'est pas confronté à une somme d'États mais à un système hiérarchique impérialiste dont le contenu des rapports de domination, des formes de domination et des mécanismes, évolue bien sûr dans le temps et dont il faut faire l'analyse concrète. Mais ce que les bolchéviques disaient contre les menchéviques, sans maîtriser l'ensemble des conséquences de cette perception-là, c'est que le développement inégal et combiné du capitalisme dans les formations de la périphérie faisait que la Révolution allait être actuelle et qu'elle allait avoir un contenu anti bourgeois. J'adhère pour ma part à ce que Lars écrit dans un article publié dans la revue *Contretemps*, qui décrit la Révolution de Février comme révolution démocratique antibourgeoise et non pas démocratique bourgeoise. Elle est démocratique antibourgeoise et sociale dans toute sa dynamique. C'est aussi ce qui s'est passé en Chine, en Yougoslavie, au Vietnam. Et ce contenu se heurte à un système capitaliste qui, bien sûr, implique un ancrage local avec des rapports de domination spécifiques et une révolution qui doit s'ancrer dans le national, mais qui est articulée plus que jamais sur des réactions et un système international.

La violence à laquelle s'est confrontée la révolution d'octobre impliquait nécessairement une armée, des formes de résistance organisée, et c'est aussi une violence à laquelle se sont confrontée toutes les autres révolutions, qui impliquait une lutte armée et qui a facilité évidemment le centralisme politique. Mais cette violence-là est encore pire aujourd'hui. Une révolution qui surviendrait y compris dans un pays capitalisme développé, y compris dans un pays du centre, serait moins confrontée à l'OTAN, à des institutions mondiales, à l'étouffement économique ? Regardez ce qui s'est passé en Grèce, après avoir regardé ce qui s'est passé effectivement au Chili.

Donc l'hypothèse menchévique elle est caduque, strictement caduque. L'hypothèse selon laquelle pour transformer et dépasser le capitalisme il faut un développement pacifique, démocratique, à l'intérieur des sociétés d'abord capitalistes développées, qu'il faut assurer un développement capitaliste dans les pays qui ne le sont pas suffisamment, c'est caduque. Strictement. Et il n'y a plus un seul social-démocrate qui le défend aujourd'hui. Cela, c'est un bilan 100 ans plus tard.

Quant à la démocratie socialiste, c'est l'erreur profonde de l'étapisme de la vision du socialisme d'abord et communisme plus tard, de l'idée que l'autogestion n'est pas mûre, que l'on n'est pas mûrs pour la démocratie socialiste, l'articulation des forces productives, des rapports de production etc. Il faut tordre le cou à cette vision étapistes-là. D'une part parce que l'abondance n'est plus de mise face aux enjeux écologiques, d'autre part parce que la démocratie sociale commune (communautaire, communaliste etc.) telle que l'inventent y compris les populations indigènes, paysannes, les populations les plus arriérées (entre guillemets), elle est à l'ordre du jour. Dans toute société elle n'attend pas un certain développement des forces productives. Cela c'est le bilan.

Mais toutes ces expériences, qui sont des échecs, sont pour nous des leçons dont on bénéficie, contrairement à Marx. Je trouve terrible de dire que ce n'est pas nous parce que ce n'est pas le socialisme au sens de quelque chose qui permet de dépasser les conflits, les rapports d'oppression et de domination. Alors que la construction du socialisme doit être pensée comme conflictuelle. La bureaucratie est un problème interne à la révolution. Les problèmes d'oppression ne s'arrêtent pas avec la remise en cause de la domination du capital. Il y a la menace capitaliste, externe et interne, tant que l'on est dans un environnement où celle-ci existe ; mais ce qui est nouveau, et ce que l'expérience d'Octobre et de toutes les autres révolutions, y compris yougoslave, permet de penser concrètement, ce sont les problèmes de l'après communisme. C'est-à-dire ce qui n'est pas dû au capitalisme mais à la délégation de pouvoir, aux fluctuations de la mobilisation, à la difficulté d'articuler le local et le global, à la difficulté de confronter l'autogestion à la nécessité d'une planification. Regardons ce qu'écrivent ces camarades sur la révolution espagnole, la façon dont ils ont fermé plein de petites entreprises, supprimé des dizaines et des dizaines de petites structures paysannes pour avoir une collectivisation qu'ils appellent socialisation, mais qui est plus répressive que ce que les bolchéviques ont mis en place. En adoptant le programme des SR Lénine a dit : La terre aux paysans ; dans l'expérience espagnole, non, on collectivise parce que l'on a peur de l'individualisme paysan. Et ce sont des anarchistes qui disent cela.

Donc le point fondamental pour moi c'est que toutes ces expériences, tous ces échecs, toutes ces difficultés, sont les nôtres. Elles ne sont pas extérieures, elles ne sont pas simplement le capitalisme. Et c'est comme cela qu'il faut les penser. Ne pas les étudier sous prétexte que c'est bureaucratique, conflictuel et pas socialiste, c'est la plus grande des erreurs possible. C'est «notre» problème, parce que l'on est confronté aux mêmes problèmes.

[(...) sur le texte rédigé et mis à disposition ?

C'est un bilan, donc c'est un peu long, sur le siècle soviétique. J'y ai repris les débats des années 20 qui rebondissent après à la fin du stalinisme, qui rebondissent en Yougoslavie, qui s'actualisent sur le bilan critique de l'aliénation de l'autogestion par le plan puis par le marché. Il faut que l'on s'approprié tout cela ... et ce n'est pas fini !]

5- Henri Mermé

Ma tradition c'est un truc bizarre, un peu hybride, à la fois marxiste révolutionnaire mais surtout autogestionnaire. J'ai été membre du PSU, de la FASE etc.

Après ces interventions ce que je vais dire va être peut-être plus banal mais je pense que cela va aborder le cœur de notre question.

Mais auparavant je voudrais dire que ce genre de réunion en petit cercle et avec des gens d'une certaine expérience, on n'en rencontre pas beaucoup dans les organisations qui sont la gauche politique, sociale, etc. Et c'est un énorme problème parce que s'il n'y a pas ce type de discussion large on en restera en l'état dans lequel nous sommes aujourd'hui, qui n'est pas un état pour le moins tout à fait satisfaisant.

Pour repartir d'octobre, je vais citer un texte que l'on retrouve dans *Contretemps*, écrit par Charles Michalou et François Sabado, dont l'une des conclusions est la suivante : «*Sans élections générales, sans liberté illimitée de la presse et de réunion, sans lutte libre entre les opinions, la vie se meurt dans toutes les institutions politiques, elle devient une vie apparente où la bureaucratie reste le seul élément actif.*»

C'est un peu un résumé extrêmement modeste de ce qui a été dit, en particulier par Catherine. L'idée simple (mais qu'il faut développer) c'est que si les masses populaires ne s'emparent pas des questions qui les concernent, toute tentative amènera effectivement non seulement un échec mais sans doute le contraire de ce qui était recherché au départ. C'est pour cela que la démocratie est le cœur de toute démarche. J'entends la démocratie au sens fort c'est-à-dire l'autogestion, c'est-à-dire la participation de tout le monde à toutes les affaires qui le concerne, dans l'entreprise, dans la société, dans la vie quotidienne etc.

La deuxième chose sur laquelle je voulais rebondir et qui demande une grande discussion, c'est ce que vient de dire Catherine à la fin, sur la difficulté, voire l'impossibilité, d'arriver réellement à un changement révolutionnaire de la situation. Si c'est cela, on est dans une situation très compliquée parce que l'on a, me semble-t-il, besoin de perspectives étapistes. Or si la perspective étapiste est en soi un échec programmé, je crains qu'il n'y ait plus vraiment de perspective.

Dans le courant dans lequel j'ai participé, on explique que le processus est un processus long, par étapes, par l'accumulation de changements et d'expériences. Même notre ami Gus Massiah explique que dans la société telle qu'elle est aujourd'hui il y a déjà des îlots de socialisme, sinon de communisme. Il y a exemples bien connus : le droit des femmes, qui est loin d'être appliqué mais qui théoriquement en terme de droits existe, et la Sécurité Sociale en France qui, même attaquée, est un faisceau de changements de société.

Tout cela n'est pas suffisant, à un moment il faut une rupture. Si la rupture nécessite une forme de violence -la violence peut être une activité de masse forte - mais que les forces extérieures (c'est ce que vient de dire Catherine) sont assez fortes pour qu'il n'y ait aucune chance pour que ça aboutisse, on a alors quelques difficultés. Pour dire que le changement révolutionnaire dont on pense qu'il est nécessaire, doit être pris en main par les masses populaires. Si cela n'a pas lieu, on aboutira forcément à des échecs.

6- Patrick Silberstein

Je suis membre de l'Association pour l'Autogestion et j'anime avec d'autres camarades des ??.

Je vais juste brasser en vrac quelques réflexions qui me viennent à l'esprit à partir de ce que j'ai entendu, et de ce que j'ai dans la tête.

Je suis absolument hostile à l'emploi du terme «étape» parce qu'il est faux. Ce n'est pas un problème d'idéologie et qui nous renvoie à la discussion de la révolution par étape, chère à certains courants prétendus d'extrême gauche dans l'après 68. C'est parce qu'il n'y a pas d'étape. Il y a une transition, des processus qui construisent des ruptures avec des secteurs du capitalisme, et qui ont des phénomènes cumulatifs et contradictoires. Et qui, à un moment donné, évidemment pose le problème d'un affrontement qu'il faut savoir choisir aussi. David Mandem??, dans la réunion que l'on a organisée la semaine dernière, disait que la grande qualité qu'il attribuait au parti bolchévique, c'est d'avoir été capable de mettre les masses en disposition de renverser, à un moment donné, le pouvoir tsariste. Donc je crois qu'il faut faire attention à l'emploi de ce terme «étape» parce que cela nous bloque dans un étapisme qui n'est pas de mise. Ce n'est pas ainsi que cela va se passer, et ce n'est d'ailleurs pas ainsi que cela se passe. Nous construisons des rapports de force, et dans certaines circonstances politiques, le rapport de force est plus puissant parce que des secteurs, des masses ont été capables de s'affronter, de prendre une partie du pouvoir etc.

Sur la question de la Révolution russe proprement dite et de la guerre civile, il y a un élément sur lequel il faut que l'on insiste absolument : ce n'était pas une guerre civile, c'était une guerre civile «mondiale». C'est-à-dire que l'impérialisme français, britannique, américain et y compris les japonais, sont intervenus contre la Révolution russe. Il faut que l'on dise et que l'on l'analyse le degré de violence de cette Révolution : il a été une violence défensive, évidemment, contre les forces réactionnaires (les blancs etc.) mais évidemment les blancs étaient appuyés par ces forces. On ne voit que très peu apparaître le fait que la France notamment, puisque nous militons en France, est intervenue contre la révolution russe de manière extrêmement brutale, avec des aides militaires, des conseillers militaires, des troupes etc.

Sur la question du parti révolutionnaire, qui nous a quand même obsédés, pour un certain nombre d'entre nous et pour beaucoup que je vois autour de la table, pendant un certain nombre d'années. Evidemment la question d'une force révolutionnaire capable d'ouvrir des débats, de faire des propositions, de structurer des interventions, est absolument indispensable. Mais quelle forme ce parti ou cette organisation peut-elle prendre ? J'ai relu récemment *l'Histoire de la Révolution russe* de Trotski. Dans le volume consacré à Février, Trotski a un problème invraisemblable, que je n'avais pas vu lors de précédentes lectures. Il dit qu'en février il n'y a pas de parti révolutionnaire au sens où ce parti révolutionnaire sera le Parti bolchévique quelques semaines ou mois plus tard ; mais en même temps il y a une révolution. Alors il s'en tire par une pirouette, il dit que le parti révolutionnaire était dans la tête des masses. Comprenne qui pourra ! Tout cela, je crois, est assez stimulant du point de vue de la réflexion que l'on doit avoir sur le rôle d'une organisation révolutionnaire - je dis «organisation» pour ne pas dire «parti», mais cela ne renvoie pas à des groupuscules, bien entendu.

On célèbre (entre guillemets) le centenaire de la Révolution russe, mais en vérité d'une révolution mondiale d'une certaine manière, de bouleversement absolu des rapports entre le capital et le travail. Parce que malgré tout, s'il n'y a pas eu la révolution mondiale attendue par les bolchéviques, et notamment en Europe, qui aurait permis de desserrer l'étau sur la Révolution russe dans ce pays arriéré, le capitalisme, lui, a utilisé la répression mais il a aussi absolument transformé son système de domination, notamment par l'extension de la démocratie dite représentative. Il est important de le signaler.

On est au centième anniversaire d'octobre. Dans six mois on sera au cinquantième anniversaire de Mai 68. C'est quand même bizarre. Finalement quand Mai 68 commence, Octobre n'est pas beaucoup plus loin, il est même à équidistance de 68 pour nous aujourd'hui. Quand les contradictions du capitalisme et de la société bourgeoise à l'époque explosent sous la forme de Mai 68 en France (mais dans le monde entier aussi), la plupart des forces révolutionnaire entrent dans Mai 68 avec le modèle bolchévique tel qu'ils l'ont dans la tête - je ne reviens pas sur le modèle bolchévique proprement dit. Or, c'est absolument inopérant en Mai 68. Il s'agit bien de «toutes» les forces révolutionnaires, y compris celles qui se réclamaient de l'autogestion. Donc je crois qu'il faut que l'on réfléchisse beaucoup à ces questions-là.

Je ne savais pas que l'on allait prolonger la réflexion d'Octobre jusqu'à aujourd'hui, mais finalement c'est plutôt une bonne chose. Pour parler du présent, les formes politiques qui sont apparues dans les derniers mois dans notre pays, qui prennent la forme du caudillisme, du substitutisme à l'organisation du mouvement des masses, ne sont pas des formes dévoyées du bolchévisme. C'est le contraire de cela, c'est l'expression de notre incapacité politique, programmatique, théorique, à répondre à la situation actuelle du capitalisme, et des nécessités que les mouvements de masse divers et variés qu'on a vu apparaître en France, en Europe et ailleurs depuis un demi siècle, posaient. Nous n'avons pas été capables d'y répondre, nous avons échoué. Et nous avons donc laissé, ou en tout cas vu apparaître, ce que je considère comme l'expression de notre défaite, l'expression de la défaite du mouvement de masse, et un monstre politique dont il va falloir tordre le cou, au moins sur le plan théorique et politique.

7- Jean-Claude Mamet

Il y a plusieurs interventions, surtout celles de Catherine ou Pierre, qui insistent beaucoup sur le pouvoir de créativité des masses populaires, l'économie politique des travailleurs, (Thompson emploie le mot «économie morale» pour les expériences en Grande-Bretagne) etc. Tout cela est absolument vrai, prodigieux, enthousiasmant. On pourrait en rajouter, les expériences historiques sont extrêmement riches sur cette question, celle des «îlots» - pour ma part, je ne suis plus totalement partisan de l'idée qu'il y a des îlots de socialisme dans le capitalisme-. Mais quelles que soient toutes ces richesses foisonnantes, je me pose la question de si les masses populaires ont envie de prendre le pouvoir ?

Je dis cela parce que j'ai animé pendant l'Université d'automne d'Ensemble ! un atelier qui s'intitulait comme cela : Est-ce que les luttes sociales ont envie de prendre le pouvoir ? Ma réponse est plutôt que non. Dans cet atelier j'ai étudié trois moments, choisis arbitrairement.

J'ai étudié l'Italie en 1920, les années rouges, où il y avait un extraordinaire mouvement d'occupation des usines, de remise en marche de la production, d'armement des travailleurs qui gardaient les usines, de gardes rouges, de conseils ouvriers etc. Qu'a fait le pouvoir politique ? Lorsque les patrons demandent à Giolitti d'intervenir (les ouvriers prennent les usines !), il leur répond qu'il n'y a qu'une seule chose à faire : rien du tout, attendre. En Grande Bretagne en 1926, grande grève générale. Lloyd George déclare aux délégués syndicaux qu'ils sont les plus forts et qu'ils peuvent, s'ils le veulent, prendre le pouvoir et le renverser, lui qui est élu au suffrage universel. La réponse est non. Comme en Italie où le Parti socialiste, membre de l'internationale communiste toute neuve, a dit non. On pourrait aussi discuter de Mai 68 (les journées entre le 27 et le 30 mai 68), et de 95, en France.

Le problème c'est que spontanément les masses populaires en lutte disent «*De Gaulle dehors*», «*Juppé ça suffit*» ou «*Sarkozy t'es foutu*», ce sont des expressions qui jaillissent ou des embryons de prise de pouvoir dans les entreprises ou dans la société. Mais il n'y a pas de volonté large et massive de dire : nous avons «envie», quelle que soit l'intervention impérialiste ensuite, nous avons «envie» de prendre le pouvoir. Et c'est un sacré problème à mon avis.

Alors quel est le rôle «du» politique, le rôle des partis politiques ? C'est, de mon point de vue, de poser cette question. Non pas pour dire «*le pouvoir devra m'appartenir*», mais de dire : «*posons-nous collectivement cette question et agissons sur cette question*». Si personne ne fait cela, les moments clefs sont perdus.

Lénine ne dit pas exactement ce que Pierre a cité. Il dit que la conscience est amenée de l'extérieur, c'est vrai, mais il dit surtout elle est amenée de l'extérieur du conflit entre travailleurs et bourgeoisie. C'est une question politique générale, voilà ce qu'il dit surtout. Là-dessus il n'y a rien à retirer de Lénine ! C'est une théorie de l'action politique qui est absolument juste de ce point de vue-là. Le seul problème (Pierre l'a dit aussi et je suis absolument d'accord, c'est dans l'article Michalou et Sabado) c'est qu'il refuse obstinément le pluralisme politique. C'est cela la question, après novembre 17 il refuse.

Il y a probablement, pour essayer de cerner ce problème, 3 choses qui doivent émerger. D'abord la nécessité d'une unité sociale active des masses populaires, sous une forme qui peut être l'unité syndicale, les conseils ouvriers ou quelque chose qui socialise l'idée qu'il y a un débat démocratique. Ensuite un pluralisme politique posant la question des pouvoirs et agissant sur ces questions-là. Enfin une articulation sociale et politique, une synergie entre le social et le politique.

S'il n'y a pas ces trois choses-là, je crois, on n'avance pas. Il y a des moments où le pouvoir se pose et il n'est pas pris. Parce que personne ne le veut vraiment, personne ne le pose de manière collective et pluraliste.

8- Eugène Bécoc

Ensemble ! à Amiens, membre en retard de cotisation à l'Association pour l'Autogestion et à jour de cotisation au réseau AAEF Autogestion et Alternatives.

Pierre Zarka en janvier dans *Cerises* terminait son papier en posant le problème de comment revenir sur 1917 et soulignait le manque de curiosité d'aujourd'hui de travail théorique. Je crois qu'il faut que cela reste, effectivement, un chantier ouvert. Cette question des sociétés de transition est une question majeure sur laquelle, par rapport en particulier aux travaux militants et universitaires des années 50, 60 et 70, il y a aujourd'hui une perte complète de mémoire. Cette question de la transition est donc vraiment à reprendre.

J'ai trouvé très utile le travail fait par Catherine Savary et publié par *Imprecor* cet été sur «de 1917 à 2017». Catherine invitait à ce que ce soit un cadre collectif qui se poursuive, et je crois qu'effectivement on ne peut pas se borner à revenir sur Octobre et Février à coups d'érudition, et que l'on ne peut surtout pas en rester à la question de savoir si Staline était déjà contenu dans Lénine. Cela intéresse certainement pour polémiquer avec les gens qui passent de gauche à droite, mais c'est quand même très en deçà de nos besoins.

Je crois qu'il est important qu'on parte de 2017 vers 1917 en remontant vers la Commune, le programme de Gotha et la formation du mouvement ouvrier, Proudhon, Marx et quelques autres, avec nos questions d'aujourd'hui. Je suis assez mal à l'aise aujourd'hui sur le concept de bureaucratie, tout simplement parce que l'État s'est considérablement transformé aujourd'hui, au niveau contemporain. L'État providence, les transformations qui ont été opérées, nous avons aujourd'hui affaire à une capacité d'intégration étatique qui est sans commune mesure avec ce qui pouvait exister il y a un demi-siècle ou un siècle. On a besoin aussi de partir de nos questions de 2017 pour remonter sur les périodes antérieures parce que l'on est effectivement héritiers des conceptions forgées dans ces différents mouvements et que si on ne se repose pas aujourd'hui le problème, notamment cette question majeure pour moi de l'État, on va avoir un peu de mal à travailler et à avancer.

Un dernier point, justement à propos de l'État. Il y avait un gars qui s'appelait Bismarck qui a assez largement influencé la formation du premier parti de masse ouvrier, le Parti social démocrate allemand. Je ne pense pas que l'on puisse dire avec Jean-Claude que Lénine se contente d'apporter, de l'extérieur du conflit économique, le conflit politique. Lénine est complètement prisonnier de la conception kautskiste du parti, de la conception du parti lassallien, de la conscience extérieure. Il est complètement prisonnier des trois sources du marxisme. Le travail que Marcel Liebman a fait dans les années 70 et qu'il a publié en 74-75 est, de ce point de vue, sans appel. *L'État et la Révolution* ce n'est pas un moment pour Lénine, c'est toute l'année 17 et son travail montre bien comment Lénine cesse d'être obsédé par le parti, par l'organisation à ce moment-là, et parle pour la première fois du sujet révolutionnaire en tant que tel, en revenant complètement sur le parti. N'oublions pas que derrière 17 se produit dans nos pays du centre une ossification des conflits au sein du mouvement ouvrier entre réforme et révolution, où la question de l'instantanéité est complètement évacuée. Et je crois que, de ce point de vue, nous sommes encore aujourd'hui dans le point aveugle du marxisme léninisme (pour dire les choses très vite).

9- Roger Martelli

Je ne saurais me définir, disons que je suis un communiste apatride.

Un petit détail sur ce que disait Eugène. Je suis d'accord avec cette idée que le concept de bureaucratie n'est plus véritablement adéquat. On a plus affaire aujourd'hui à des technostructures qui sont au cœur des mécanismes de pouvoir contemporains que à de la bureaucratie. Il a raison, il faut se garder de reproduire, de ce point de vue, les schémas mentaux du passé.

J'ai un peu l'impression (en tout cas c'est quelque chose qui m'obsède assez sur la longue durée) que depuis 1848 nous reproduisons toujours le même conflit entre Marx et Proudhon, entre Marx et Bakounine, entre l'anarchisme et le socialisme-communisme (je me permets dans ce cas-là de relier les deux termes).

L'expérience de 1917 montre les limites de l'ossification de ce débat. Quand les bolchéviques prennent le pouvoir, qu'ont-ils en tête ? Les leaders bolchéviques -je ne parle pas du Parti bolchévique, communiste après, je parle de celui de 1917- ont un bagage théorique considérable, et dans celui-ci il y a notamment le Marx de *La guerre civile* et le Lénine de *l'État et la Révolution*. Or, les deux, que disent-ils ? Ils disent deux choses en même temps : il faut combattre le capitalisme (donc la logique de la libre concurrence productrice d'inégalité) mais il ne faut pas se laisser aller à la tentation du lassallisme (c'est-à-dire le remplacement de la cohérence du marché par la cohérence de l'État). Cela, c'est le fond théorique. Mais sur le fond pratique, ils ont une obsession, ne pas reproduire la tragique expérience de la Commune de Paris. Il ne faut pas que la terreur blanche à un moment donné l'emporte sur la nécessaire terreur rouge.

Il y a au départ un malentendu considérable : les bolchéviques pensent qu'ils prennent en 1917 un pouvoir, le problème c'est que dans la Russie de 1917 il n'y a plus d'État. Donc quand ils sont face aux difficultés, celles de la guerre civile, de la guerre civile mondiale, de l'intervention étrangère et de la jacquerie paysanne, la question qui se pose ce n'est pas de briser l'État, c'est au contraire de restaurer l'État. Et d'une certaine manière toute l'histoire soviétique a été marquée par cela. On part de l'idée, à un moment donné, qu'il faut se substituer à la rationalité du marché. Dans ce cas-là, qu'est-ce qu'on trouve comme opérateurs concrets ? Ce sont les mécanismes de la cohérence de l'État, donc de l'État administratif. Et on oscille en permanence dans toute l'histoire soviétique (et pas seulement) entre le fait que, contre le marché, on utilise des mécanismes de l'État, et pour corriger les rigueurs ou la rigidité de l'État, on injecte des mécanismes qui renvoient, en fait, à la concurrence et donc à la logique du marché.

Nous sommes toujours confrontés à ce problème. Pour l'instant nous sommes devant le dilemme majeur qui est qu'il n'existe historiquement que deux modes de mise en cohérence des sociétés : le marché et l'État. Nous n'arrivons pas encore suffisamment à penser complètement une cohérence qui ne soit ni celle du marché ni celle de l'État. Tant que cette cohérence n'est pas suffisamment pensée, nous risquons, en pratique, d'osciller entre les deux opérateurs existants.

Il y a un effort de pensée théorique d'un certain nombre de problèmes qui étaient au cœur des échecs des tentatives révolutionnaires qu'il faut scruter avec attention.

Parmi les points qui, pour nous, sont les points aveugles, il y a la question du processus. Pourquoi parle-t-on de processus ? Parce que non, il n'y a pas de grand soir, et que donc il y a un processus. Mais qu'est-ce qui fait que le processus n'est pas le pas à pas et donc en définitive une logique qui renvoie plutôt à la tradition réformiste qu'à la tradition de la

rupture révolutionnaire ? Cette question-là n'est pas simple. Qu'est-ce qui fait la différence entre le pas à pas et le processus ? Pour moi c'est la «cohérence» du processus, c'est-à-dire la ligne directrice, la logique qui se construit autour du processus.

Deuxième point à penser : ce n'est pas simplement la maîtrise du temps qui est au cœur de la pensée du processus. Comment travaille-t-on dans la durée sur des contradictions ? Travailler sur des contradictions ce n'est pas passer en permanence d'un pôle à l'autre de la contradiction, c'est maîtriser la contradiction dans la durée.

Il y a aussi la maîtrise de l'espace. J'ai un petit désaccord sur un terme employé. L'alternative au capitalisme se trouve «dans» les sociétés capitalistes elles-mêmes, d'accord. Mais je ne dis pas des «îlots» de socialisme, qui sont, pour moi, un peu comme le maillon faible. Ce n'est pas par l'extension progressive des îlots que petit à petit on arrivera à la grande maîtrise. Ce ne sont pas des îlots, ce sont des germes. Il faut penser en termes de germe, parce que précisément si cela reste un îlot, au bout d'un moment la maladie finit par s'éteindre. C'est tout le problème de la tradition anarchiste, pensant que par le développement concentrique des îlots d'alternative on va parvenir à l'alternative. Pour moi cela ce n'est pas possible. Et c'est aussi un maillon faible : l'un des ressorts du stalinisme, c'est le socialisme dans un seul pays. Dès l'instant où on intériorise le fait qu'il n'y a pas de possibilité autre que de construire le socialisme à l'endroit où l'on dispose de tous les instruments du pouvoir, pour moi, déjà, c'est la source de l'échec, et l'on sait pourquoi. Parce que si l'on a le socialisme dans un seul pays il faut le défendre ; pour défendre ce socialisme il faut des canons, et donc de l'industrie ; dans un pays qui est avant tout agricole, il faut faire payer l'industrialisation aux paysans ; et comme les paysans, bien entendu, ne veulent pas, il faut employer le bâton. Moshé Lewin dit que le stalinisme ce n'est rien d'autre qu'un étatisme exacerbé, et la tentation de l'étatisme est déjà dans le bolchévisme. Lénine, en 1921, se rend compte que l'étatisme sous sa forme extrême du communisme de guerre produit un résultat militaire (la contre-révolution est battue) mais les bolchéviques sont politiquement battus. Ils gagnent militairement et perdent politiquement. Il dit donc qu'il faut un compromis, et que le compromis de la NEP peut être dans la durée. Le résultat c'est que quelques années plus tard, comme la NEP n'est pas sans difficultés et notamment sur le fait qu'elle produit des inégalités, de la restauration de logiques capitalistes, la solution très simple est il faut revenir au communisme de guerre.

Je pense qu'il faut regarder la Révolution d'Octobre dans ses contradictions, dans sa complexité, c'est le travail des historiens, et de ceux qui se passionnent pour cette question-là. Mais il faut mettre le doigt sur les limites ou sur les points aveugles de ce qu'était la pratique révolutionnaire de ce temps-là qui, pour une part, restent des points aveugles de notre propre pratique révolutionnaire et qu'il faut surmonter aujourd'hui.

10- Michèle Guenoun

Je suis sans parti, quel qu'il soit. Par contre je suis encore syndiquée.

À la fin de l'intervention de Pierre, je me disais que l'on y était presque et je cherchais que faire maintenant, parce que la situation est odieuse. Au même moment, et je trouvais que c'était en continuité avec ce qu'il disait, je pensais aux propositions de Friot. Il essaie

vraiment de travailler dans la situation présente (sans métaphysique, sans historicisme, et de la manière la plus à la fois la plus concrète, rationnelle, structurelle) à partir de ce que l'on a fait en 45. Pourquoi ici ne parle-t-on pas de la révolution (entre guillemets) de 45 ? C'est une vraie question, parce que cela a été un sacré changement et tout ce qui s'est organisé depuis dans la vraie gauche y faisait référence. Bon je passe, vous le savez aussi bien que moi. J'ai beaucoup travaillé avec et dans le ministère de la culture, on a des propositions. Ces propositions sont en train de prendre corps à partir de la pensée de Friot, marxiste, économiste au bon sens du terme, et politique. Je voudrais bien que l'on en parle maintenant.

Par rapport à l'intervention de Catherine, il y a un point qui n'a pas été évoqué : qu'est-ce qui fait que les pays dits du socialisme réel en sont sortis de manière -passez-moi l'expression- assez civilisée et que cela n'a pas été le cas en Yougoslavie ? Même si on sait que, bien évidemment, l'Allemagne a tout fait pour. Dans ce pays, qui était un de ceux qui allait le mieux (entre guillemets) économiquement, socialement, qui avait réussi -passez-moi l'expression, elle est inadéquate- un multiculturalisme, ce fédéralisme-là, je n'ai pas compris cette explosion incroyable, d'une violence odieuse. C'est le seul de ce point de vue-là en Europe. Je pose la question, et en même temps je reprends une idée déjà énoncée d'une certaine manière : quelle bourgeoisie est en mesure de passer la main aussi pacifiquement que cela a été fait là ? On est bien d'accord, elle fera tout pour garder le pouvoir à tout prix.

Une troisième remarque (je suis un peu porte-parole de certains amis) : il semblerait que vous soyez tous ici étonnamment pris par une espèce d'incroyable européocentrisme -pour ne pas dire plus. Si l'on s'en tient à la question «Que reste-t-il ?» et si on veut la travailler véritablement, reste quand même un processus d'indépendance, de sortie du colonialisme et/ou de l'impérialisme. Donc le fait de ne pas le penser (y compris dans ses catastrophes éventuelles ultérieures) nous met aussi en difficulté pour penser ce qu'il se passe en Afrique, par exemple en Afrique du Sud. C'est important. Honnêtement, je ne comprends pas -et les explications fournies ne sont pas suffisantes- comment la Chine et le Vietnam sont passés à un processus d'accélération d'accumulation de capital dans des conditions que tout le monde connaît ici. Ce n'était pas fatal. Que reste-t-il dans ces contradictions du processus d'émancipation des pays contre l'impérialisme ? Ne peut-on pas parler d'un néo colonialisme, ou d'un néo impérialisme du capital financier quand on voit ce qui se passe en Grèce ? Ces concepts-là, le colonialisme et l'impérialisme, n'ont pas été utilisés ici. On a parlé de processus, d'étapisme ... cela reste très abstrait, et je voudrais bien que l'on passe au concret.

11- Francis Sitel

Revue Contretemps, Mouvement Ensemble ! et OMOS.

J'ai bien compris à la lecture de l'invitation que nous intervenions avec un regard subjectif. C'est important parce qu'il y a des surprises dans les débats actuels autour d'octobre 17. La première, positive, c'est que cela intéresse : il y a beaucoup de publications, d'initiatives, de colloques. Ce n'était pas prévu, on aurait pu penser qu'il y aurait une espèce d'indifférence par rapport à cet événement. L'autre surprise, qui est moins positive, c'est qu'il y a maintenant des intervenants dans ce débat qui, eux, ne se revendiquent pas de la

subjectivité mais parlent au nom de la vérité historique, de l'objectivité. Quelqu'un comme Stéphane Courtois (dont je pensais qu'il était devenu raisonnable avec l'âge) devient très présent dans ce débat et l'on voit une réaffirmation extrêmement dure, vigoureuse, des thèses les plus réactionnaires : Octobre 17 comme matrice du totalitarisme, coup d'État d'illuminés etc. C'est une face cachée -pour nous- du débat qui se développe et qui confirme l'actualité de la réflexion sur octobre 17.

Au nom de la subjectivité il y a un premier élément que je voudrais souligner : la Libération, le Front populaire, étaient des références -me semble-t-il- peu présentes dans la conscience des acteurs et participants à Mai 68, alors qu'en revanche -au moins dans le courant que je connaissais- Octobre 17 (avec son cinquantenaire) était une référence qui était pas simplement historique mais politique, et une référence structurante, efficiente, sur le plan politique.

Parce que c'était «la» révolution. La révolution ouvrière, socialiste communiste, et la révolution victorieuse. En ce sens, en tant que révolution, elle établissait une continuité avec la grande révolution française et en tant que révolution victorieuse, elle représentait une revanche par rapport aux défaites (la révolution ouvrière de 48, la Commune etc.) il y avait donc un rayonnement d'Octobre 17 qui était celui de cette révolution victorieuse, qui montrait que quand les masses se mobilisaient elles pouvaient bouleverser la société.

D'autre part, ce qui, a joué à ce moment-là de façon très forte, c'est que cette révolution, parce qu'elle était victorieuse, faisait modèle. Il y avait cette idée que les révolutions qu'il fallait construire, espérer et faire advenir étaient des révolutions qui seraient sur le modèle d'Octobre 17. Ce qui rejoint cette question du parti : il semble que mai 68, le moment mai 68, c'était la démonstration que, effectivement, il y avait une spontanéité révolutionnaire des masses quand elles se mettaient en mouvement, qu'il y avait une effervescence, une créativité politique extraordinaire. Et que ce qui avait manqué, c'est qu'il y ait une force organisée qui permette de fournir des perspectives, des indications, une direction (entre guillemets) à ce soulèvement populaire.

D'où la prégnance à ce moment-là de l'idée que si c'était une répétition générale, il fallait construire l'acteur politique, le parti, qui, lorsque reviendrait la mobilisation révolutionnaire, serait en capacité de conduire ce mouvement à la prise du pouvoir et à la victoire.

Le deuxième élément à prendre en compte par rapport à Octobre 17, -toujours pour le courant dans lequel j'étais- c'était la notion de révolution trahie, qui apportait une grille d'explication par rapport à la réalité de ce qu'étaient devenues ces sociétés qui étaient nées de la révolution d'octobre. Il me semble que la notion de révolution trahie avait trois vertus.

La première c'est de fournir une explication : cette réalité-là était le produit d'une contre-révolution. La notion de bureaucratie c'était moins l'idée des structures ou des technostructures de pouvoir, que celle d'une contre-révolution qui n'était pas celle des interventions extérieures de l'impérialisme mais qui était une contre-révolution née du sein même de la révolution, une involution du processus qui faisait qu'il y avait contre-révolution. On avait donc une tâche : retrouver les sources de la dynamique révolutionnaire contre les illusions réformistes et contre les falsifications stalinienne. Enfin, on avait un espoir : cette contre-révolution n'avait pas éradiqué ce qu'il y avait d'ouvrier dans ces sociétés de l'Est et, dans la perspective d'une combinaison des trois secteurs de la révolution mondiale, la révolution politique dans ces pays, dans ces sociétés était un élément qui serait déterminant par rapport à la relance de la dynamique révolutionnaire.

Les désaveux sont venus au moins sur deux échéances décisives. En 81 le fait que la gauche accédant au gouvernement n'enclenche pas une mobilisation, une dynamique populaire, qui permettrait de bousculer le programme qui était mis en œuvre. Et le second désaveu, c'est que l'effondrement de l'URSS s'est fait sans flots de sang, effectivement, mais avec brutalité, avec instauration d'un capitalisme sauvage, sans qu'il y ait l'ombre d'une révolution politique et d'alternative. Deux désaveux qui ont conduit à la situation dans laquelle nous sommes aujourd'hui qui n'est celle où Octobre 17 faisait référence vivante. Nous sommes dans une situation où il y a rupture de continuité, où Octobre 17 risque de devenir un objet d'étude et non plus un élément dynamisant.

Il me semble que l'on a là des éléments des débats qui apparaissent. Constaté cela ne doit pas être d'entretenir la nostalgie. C'est la discussion que l'on peut avoir avec Enzo Traverso par exemple, cette idée qu'il y aurait eu une défaite au moment de l'effondrement de l'URSS, que donc il n'y aurait plus d'horizon utopique et que l'on vivrait dans la nostalgie, la mélancolie de gauche. Je pense qu'il ne faut pas adopter cette vision des choses. Mais il convient de mesurer -et là la tâche est importante- la profondeur l'ampleur et la gravité de la bifurcation historique que signifie une contrerévolution (ou des contrerévolutions), et quelle sont ses puissances destructrices.

La contrerévolution, c'est l'involution en URSS mais c'est aussi préalablement la défaite de la révolution allemande, dont on peut penser qu'à l'échelle européenne cela a été le tournant clef par rapport à ce qu'étaient les rapports de force. C'est aussi le fascisme et le nazisme et ensuite la guerre avec son lot de tragédies.

Dans le débat que l'on a sur Octobre 17 il y a donc toute une réflexion sur ce qu'a été ce 20^e siècle. Et il me semble qu'Octobre 17 a fonctionné pendant toute une période comme un moyen d'éclipser la gravité des catastrophes qui sont dominantes dans ce 20^e siècle : la guerre de 14-18, boucherie dont on a une perception en partie atténuée parce que il y avait eu la révolution qui en était née ; Ce qu'a représenté le fascisme et le nazisme ; ce qu'a représenté la deuxième guerre mondiale avec le génocide, l'utilisation d'armes atomiques etc. Des catastrophes qui se poursuivent au 21^e siècle avec la situation au Yémen, la Syrie etc.

Toute cette ligne de force des catastrophes qui se confronte à une autre ligne de force. Effectivement il ne faut pas raisonner en terme d'étapes mais en terme de moments défensifs et offensifs, de configurations complexes entre la dynamique révolutionnaire, d'émancipation et cette dynamique qui est la dynamique des oppressions, des écrasements et des régressions historiques.

Si l'on réévalue le bilan du 20^e, Octobre 17 n'a pas été «la» révolution synthétisant ce que peut être, ce que doit être une révolution et que elle ne peut servir de modèle parce que il n'y a pas de mouvement de l'histoire, pas une dynamique qui nécessairement l'emporte sur l'autre. Parce que la question des libertés n'a pas pu être traitée par les révolutionnaires de la révolution d'octobre 17, parce qu'ils étaient prisonniers d'un modèle economiciste et productiviste qui ne permettait pas de révolutionner à la base même les rapports sociaux de production. Parce que l'on ne peut plus sous-estimer ce que sont les puissances du capitalisme, toutes ces questions qui ont été évoquées dans les interventions précédentes : le capitalisme qui se remodèle en permanence, qui se nourrit de ses propres contradictions ; la question qu'un État ce n'est pas simplement un gouvernement et un régime politique, qu'il y a une articulation entre le national et le système mondial du capitalisme. Tous ces

éléments-là sont autant de chantiers qui demandent à être réexaminés et réétudiés parce que l'on ne sait plus très bien ce qu'il faut mettre dans le mot «pouvoir» et à fortiori «prise» ou «conquête du pouvoir». Donc pas «la» révolution, qui nous donnerait un modèle clef en main, mais «une» révolution, une révolution grandiose, formidable, qu'il faut continuer à étudier, à prendre en compte, parce que elle apporte énormément d'éléments sur ce qu'est cette dialectique entre révolution, contrerévolution et ce qu'est le mouvement réel pour l'émancipation humaine.

12- René Moustard

Je n'ai rien préparé avant de venir aujourd'hui ici, parce que mon souci c'est d'écouter. J'ai écouté et j'éprouve le besoin de dire quelque chose, qui ne part pas de ce qui se dit seulement, mais de mon rapport à ce qui se dit. Je cherche à construire dans ma tête quelque chose qui me soit propre, du fait de l'évolution de mon propre parcours. J'essaie d'écouter et de lire tout ce qui arrive jusqu'à moi depuis un an, mais je ne me sens pas encore capable d'en tirer des éléments suffisants pour définir le regard que je peux porter sur tout cela en lien avec mon activité. Je trouve donc extrêmement stimulant que le centenaire de la révolution de 1917, qui partait un peu au départ vers une discussion de spécialistes mais sans que cela apparaisse comme un problème actuel suffisamment important, prenne l'allure inverse. C'est-à-dire d'inscrire cela dans un problème actuel par rapport au contexte dans lequel on se trouve et par rapport notamment à notre responsabilité et activité militante.

Un mot sur mon parcours. Je suis militant communiste aujourd'hui parmi les communistes unitaires et le mouvement Ensemble ! Le point de départ c'est en 1956, ma première année d'études. Je me suis trouvé en relation avec des communistes (j'ignorais complètement tout ça) et j'ai adhéré au Parti communiste en octobre 1956, en même temps que se sont déroulés les événements de Hongrie. Donc c'était une occasion d'être confronté à une question qui me dépassait complètement, mais qui m'a conduit à faire confiance au Parti communiste pour qu'il me dise ce qu'il fallait que je pense : la révolution hongroise n'est pas une révolution, c'est une contrerévolution, il était bien que les soviétiques interviennent etc. En 1957 j'ai participé au festival mondial de la jeunesse et des étudiants à Moscou. J'ai débarqué avec un regard peu adapté à la connaissance que je pouvais avoir de tout cela, dans un milieu social absolument stimulant à grande échelle. Moscou était en effet, pour cette circonstance, en quelque sorte la capitale du monde du point de vue d'accueillir la jeunesse, avec un séjour et un programme absolument fabuleux du point de vue des contacts, relations, discussions. Dès les premiers jours je me suis trouvé à être invité par un jeune soviétique chez lui et j'ai découvert la vie d'une famille soviétique telle qu'elle se présentait à mes yeux, dans un soubassement, un espace extrêmement restreint du point de vue appartement et une autre manière de vivre. Comme j'étais là-bas pour comprendre j'ai essayé d'aborder la question en leur demandant ce qu'ils pensaient de leur expérience Staline et. Cela a fait pleurer les gens mais ne les a surtout pas stimulés pour qu'ils me donnent un avis.

Mon parcours depuis s'inscrit dans cette logique-là, depuis plus de 50 ans. Je suis un militant communiste qui cotise toujours au parti mais qui n'a plus de parti communiste véritablement à qui se référer.

Dans mon activité de responsable à la FSGT j'ai été amené très tôt à avoir des relations avec le sport en Union soviétique, avec le système sportif soviétique, puisque la FSGT est l'organisation qui a commencé les rapports avec eux dès 1925. Je suis donc allé plusieurs fois dans des réunions officielles pour discuter, signer des accords etc. Et cela m'a éclairé sur la dégradation à laquelle j'assistais, à mes yeux d'une manière incompréhensible. La dégradation de ce que je mettais, moi, dans une conception que l'Union soviétique pouvait promouvoir en matière de sport pour le peuple etc. Et dans les années 70, je suis arrivé à la conclusion qu'effectivement le système sportif soviétique était en train de mourir, de ne plus être capable véritablement, dans des discussions avec des organisations comme nous, d'avoir la flamme et la volonté d'introduire des idées progressistes. J'y suis allé encore dans la période Gorbatchev, et toujours avec la même préoccupation.

Je n'ai pas un point de vue construit mais des questions. Et ce sont les questions, pour moi, qui constituent le processus d'être en activité, de réfléchir là-dessus.

Qu'est-ce que je retiens de ce que je lis ? Premièrement que la révolution est un processus qui s'inscrit dans quelque chose que l'on a beaucoup de mal à prévoir et à identifier, qui est l'expression d'un mouvement profond dans la société de révolte ou de volonté de transformer les choses. Et que c'est ce mouvement-là, le mouvement du peuple qui se révolte, qui constitue la révolution qui est en marche. C'est donc cela qu'il faut comprendre et pas seulement la prise du Palais d'Hiver à un moment donné et la prise du pouvoir par les bolchéviques.

Sur la révolution il y a quelque chose d'important aussi, c'est dans ma compréhension du rapport entre Lénine et Staline, puisque l'on est confronté depuis longtemps à savoir si Lénine c'est le précurseur du stalinisme ou si Lénine c'est en rupture avec le stalinisme. Le fait que c'est la rupture qui me parait la plus utile à avoir comme repère me fait dire que j'ai beaucoup d'intérêt à aller à la compréhension de la pensée de Lénine, de l'activité de Lénine en très peu de temps, et donc de l'activité centrale dans le processus révolutionnaire.

Et de cela je retire pour aujourd'hui quelques pistes.

Le mouvement au moment de la révolution, c'est pour moi le moment des Soviets, et j'aspire à mieux comprendre ce qu'il s'est passé au juste. Comment se crée un Soviet de soldats, local ? Que fait-il, comment fonctionne-t-il ? Comment est-ce que tout cela aboutit en quelques mois à un Soviet commun qui à l'échelle fait que l'on parle après de l'Union soviétique ? Le mot «Soviet» évidemment est porteur d'une très grande chose, et cela m'inciterait à en savoir plus.

Du point de vue du rapport à aujourd'hui, je pense, avec toutes ces remarques-là préalables, que l'on ne consacre pas assez de temps à étudier le mouvement social en France aujourd'hui réellement. Quand on analyse l'état des luttes, on analyse les effets des journées de lutte centrales, nationales, syndicales etc. On constate qu'il y a une progression parce que il y a plus de participants, et puis la fois suivante un reflux éventuel etc. c'est comme cela qu'on le caractérise. Mais je pense que ce qu'il faudrait arriver à connaître c'est la réalité de la masse, de la diversité, de l'importance de ce qui se fait dans la société au niveau local. Si l'on est incapable de dire à ce niveau-là qu'il y a un mouvement en marche qui va dans le sens qu'on souhaite et qu'il va falloir prendre appui dessus, alors on subit nous-mêmes la méconnaissance de la réalité des choses.

Sur la question du Parti communiste, du communisme, ce que la révolution de 17 met en avant pour moi c'est effectivement de sont les questions sur ce qu'est la conception du parti,

la conception de l'État. Et puis bien sûr le rapport État-marché qui est central et dont on parle en France quand même depuis un certain temps.

En triant mes papiers, un peu par hasard je suis tombé sur ma collection de *Futur* des années 93, et cela m'a laissé un peu interrogatif. Il y a 25 ans, les problèmes du parti, de la mutation, de la transformation, du faire de la politique, du rapport au mouvement social politique, on en parlait à un niveau beaucoup plus approfondi et beaucoup plus clair que ce que l'on raconte aujourd'hui -dans les limites de ce que je sais.

Cela veut dire que si l'on ne tire pas les enseignements de notre propre activité, de notre propre parcours, on peut effectivement penser complètement à côté de la réalité, et continuer à plaquer celle-ci ce que l'on a dans la tête et pas l'inverse. Le danger est toujours celui-là : est-ce que je vais regarder la révolution d'octobre en tant que communiste à partir de ce que j'ai dans la tête ? Ou est-ce que je vais enfin faire un effort pour transformer ce que j'ai dans ma tête à partir de la connaissance réelle de ce qui s'est passé ?

13- Didier Epstein

Je me retrouve dans quelques affirmations ici, mais très peu dans le cadre général et en particulier dans l'interrogation. La limite de ce que je vais dire ce sont les horizons du pensable. D'une part, je n'ai jamais su ce que c'était que le socialisme parce que ce sont d'autres gens, dans d'autres rapports sociaux qui le construiront, et donc ils penseront, j'espère, des choses que nous-mêmes nous ne pouvons pas penser. La deuxième limite c'est que lorsque l'on parle, en tant que militant ou militante, on est toujours socialement situé ; ici on est situé en Europe occidentale, donc je peux imaginer un pluriversalisme, mais je ne peux pas penser, à partir d'autres, les morceaux du pluriversalisme qui ne sont pas inscrits dans l'endroit où je vis. J'attire l'attention là-dessus, parce que cela veut dire que l'on ne peut pas penser le bilan de la révolution de 17 uniquement à partir de l'Europe.

Je pense qu'il faut partir des dimensions systémiques. Pour moi, dans le système, il y a trois éléments, que je ne vais pas détailler. Premièrement le despotisme d'entreprise, qui devrait régler le problème de l'appropriation par Lénine du taylorisme, en inversant finalement la proposition. Deuxièmement le fétichisme de la marchandise, qui n'a pas été évoqué. Et troisièmement l'État organisateur du capitalisme et donc les problèmes que cela pose lorsque l'on est sur des processus de rupture, période de transition et ainsi de suite.

Mais le système ce n'est pas que le système capitaliste, qui est une imbrication de différents rapports sociaux organisés sous le capitalisme. Rapports sociaux de classe, de genre, de racisation, de génération, au moins pour les plus importants dans le cadre de ce qu'on discute. Et ces rapports sociaux, présentent tous des contradictions et des temporalités qui sont différentes et se heurtent, et se heurteront dans les processus de transformation sociale. Or, tout ce que j'ai entendu ici sur la révolution russe, ce sont essentiellement les rapports sociaux de classe.

Et là il y a un problème : notre vision marxisante -ou marxiste, chacun dira comme il veut- se heurte à l'incapacité à penser l'ensemble des rapports sociaux et conduit à en rester à une vision économiste, même quand certains ou certaines essaient de la dépasser.

Donc contradictions, temporalités différentes, et heurts, tensions, voire fils emmêlés qui se tranchent dans la réalité, mais sur lesquels on ne peut pas penser comment on va résoudre ces questions-là, qui vont se résoudre de façon très concrète.

On a quand même des éléments qui nous permettent de cheminer dans cela.

Premièrement les futurs inscrits dans les présents ou dans les passés. On n'invente pas un futur à partir de rien. On invente un futur à partir de ses traces déjà existantes dans le présent et dans le passé.

Sur la destruction partielle de l'appareil d'État réellement existant -je ne parle pas ici du despotisme d'entreprise ou des deux autres rapports sociaux- tous les mouvements, dans tous les pays, sont confrontés à la construction d'un autre droit et à de nouvelles institutions, et en même temps, et en partie de façon contradictoire, à des phénomènes d'auto organisation qu'il s'agit d'organiser. Les deux choses sont partiellement contradictoires.

Je voudrais préciser sur un point traité dans l'article de François Sabado et Charles Michalou mais de façon insuffisante. Entre la coordination d'institutions basées sur les entreprises, les quartiers et une chambre comme l'assemblée constituante, au-delà des champs de compétence de chaque assemblée, qui pourrait avoir le dernier mot en cas de conflit non réductible ? C'est une question à laquelle il faut répondre et je vais donner une réponse qui vaut ce qu'elle vaut. En dernière instance, c'est la chambre la plus universelle (un homme, une femme, une voix) qui doit permettre de résoudre les conflits. C'est là une divergence stratégique avec les libertaires, il n'y a pas d'accommodement possible. S'il y a un conflit de compétence entre les chambres d'autogestion, la pyramide des conseils d'usine, ou de Soviets, il faut le dire : dans la limite des respects des droits des uns et des autres, c'est la chambre universelle qui tranche.

Que se passe-t-il alors lorsque les partis d'émancipation, ceux qui organisent la transformation sociale, sont battus ? On a un exemple au Nicaragua. Si on est battu, on ne s'accroche pas au pouvoir. Je pense que c'est important, et c'est le contraire de ce qui a été fait dans les différentes histoires.

14- Patrick Darré

Patrick Darré , OMOS.

Moi je suis venu ici surtout pour ma culture, parce que j'avoue humblement que jusques là mes connaissances sur 17 étaient assez sommaires. Néanmoins l'événement sur le centenaire m'a amené à m'y pencher un peu plus, comme vous. Mais ce que j'avais comme éléments, et ce que j'entends notamment ici, m'amène à oser une intervention dans ce débat.

En écoutant surtout le débat d'aujourd'hui, je crois que finalement l'intégration muette ou aveugle des échecs de la transformation nous conduit dramatiquement à ne pas poser à l'ordre du jour la question de la révolution pour aujourd'hui. Or il me semble que si l'on décortique et si l'on se penche sur les contradictions du système, précisément, la question est objectivement posée. Et c'est ce manque qui fait qu'il ne peut pas y avoir un mouvement avec visée transformatrice, mise en mouvement du peuple.

Je prends un exemple très caricatural : dans l'actualité on parle beaucoup de l'évasion fiscale. Et les programmes des partis qui prétendent transformer la société se limitent à prétendre récupérer la manne de l'évasion fiscale pour financer des mesures sociales ou une autre répartition, une autre régulation. Mais cela a surtout pour avantage d'occulter le

scandale du profit, de l'accumulation et de la propriété. Or il ne peut y avoir évasion fiscale que dans la mesure où il y a profit, accumulation et propriété. Et donc on ne mène pas le combat contre le système. Alors même que là, et nonobstant la déconfiture du Parti socialiste, le danger social-démocrate est plus que présent, il est écrasant.

Poser la question de la révolution renvoie certainement à celle de faire «au nom de» ou faire «avec» le peuple, pour les forces sociales et politiques. On l'a évoqué tout à l'heure, la conscience venant de l'extérieur du conflit capital-travail, certes, sauf que on est dans une situation où l'essentiel des forces sociales et politiques négligent, voire ignorent et même méprisent le rapport au capital-travail. Donc il ne peut y avoir non plus construction de conscience en dehors de la complexité du réel et de sa conflictualité.

Et c'est ce qui m'amène à dire que, aujourd'hui, il y a des éléments forts pouvant permettre faire levier pour la transformation qui ne sont pas pris en compte par les forces sociales et politiques. Je pense par exemple à la transformation du salariat. On assiste à une tentative de destruction du salariat tel qu'on l'a connu par Macron au service du capital pour aller vers plus de subordination. Or les mêmes transformations des rapports des forces productives sont le levier pour aller vers l'émancipation du salarié. Pourtant ce n'est jamais au cœur de la réflexion des forces syndicales et politiques.

Je suis d'accord pour considérer qu'il n'y a pas spontanément chez les gens, qu'ils ne vont pas forcément automatiquement poser la question de l'accession au pouvoir, sauf que chez les mêmes personnes il y a le sentiment que l'on devrait et que l'on pourrait faire autrement. C'est vrai notamment dans les rapports sociaux de production et d'échanges, mais pas seulement : si on prend la question de l'écologie, par exemple, c'est la même chose.

On a donc là une première piste, la question du dépassement du salariat. Il faut la retravailler, et je suis d'accord, chez Friot on trouve des choses. Mais le capital la porte et les forces dites de transformation l'ont abandonnée.

La deuxième question, qui est liée, est celle de la conception des pouvoirs. Parce que quand je pars de cette question-là, cela renvoie directement l'affrontement à la question du profit, de sa formation, à l'accumulation du pouvoir du patron sur l'entreprise. Donc cela pose la question non seulement des droits, mais aussi du pouvoir des populations de maîtriser l'activité humaine, directement. Et la question liée à celle-ci directement, me semble-t-il, c'est que chaque fois que l'on aborde ces questions-là de manière trop abstraite, c'est-à-dire d'une façon qui empêche les gens de percevoir qu'ils peuvent agir dessus (ils ont un pouvoir, à condition que ça devienne des objectifs de lutte concrets, notamment sur le lieu de travail) cela renvoie à l'étatisme.

Donc là encore, non, spontanément les gens ne revendiquent pas le pouvoir. Or rien ne nous empêche d'imaginer un autre système institutionnel qui donne la possibilité aux gens de décider des objectifs au lieu d'élire des individus qui ensuite feront ce que le capital leur commande. Qu'est-ce qui nous empêche d'imaginer un système de démocratie plus directe qui inverse le rôle entre exécutif et législatif, où la commande au législatif ne vient pas du haut précisément, de l'exécutif, mais bien du bas, par un processus permanent et non simplement en renvoyant à des élections épisodiques ? Ce qui ne signifie pas plus d'élections, plus de délégation, c'est la nature de la délégation, du contrôle et de la participation des individus à la définition des objectifs qui est en cause.

En fait, la question est celle de l'émancipation, or l'émancipation ne peut pas s'octroyer. Les gens eux-mêmes sont en situation individuellement et collectivement de s'émanciper. Il n'est au pouvoir d'aucun parti, d'aucune force, d'apporter l'émancipation. Je vais même jusqu'à affirmer que le système institutionnel dans lequel nous sommes participe de l'aliénation. Donc, à contrario, c'est l'émancipation, c'est-à-dire la possibilité de participation à un pouvoir effectif des gens, qui constitue l'émancipation.

Pour conclure, sur la question de la crise : même la crise économique, ce qui peut permettre d'en sortir, c'est précisément l'émancipation. C'est-à-dire, comme le disait Pierre, la totalité de l'être humain qui participe au processus de richesse, et je rajouterai la décision de son utilisation.

15- Mustapha Gueye

Je suis membre de l'OMOS. Je suis considéré comme un adhérent du Parti communiste parce que je continue à verser une cotisation (c'est prélevé et je n'ai jamais écrit une lettre de démission), mais je ne participe plus au Parti communiste depuis très longtemps.

Pour revenir sur le passé, sur la révolution d'Octobre, je vais mettre en avant le communisme.

Je ne sais pas si vous vous rappelez cette position de Brejnev qui disait « *l'Union soviétique aujourd'hui est à une phase très avancée du socialisme, nous sommes presque dans le communisme* ». Il le disait catégoriquement.

À l'époque j'étais en Pologne et j'ai assisté à une réunion où le dernier secrétaire national du parti est venu tenir un meeting. Il cherchait à sortir de l'impasse dans laquelle se trouvait la Pologne, en mettant l'accent sur la question économique, sur le fait que la collectivisation de l'agriculture n'a pas été une réussite, parce qu'elle n'est pas une agriculture collective, la propriété individuelle étant toujours existante. Un responsable du parti (devenu ministre plus tard) lui a rétorqué que la question centrale de la Pologne, la question posée pour sortir de cette impasse, c'est la question de l'autogestion. Et en filigrane : je pose la question de l'autogestion en mettant l'accent sur la question des libertés, individuelles et collectives. Parce qu'aujourd'hui malheureusement le pouvoir est tellement centralisé qu'on ne se rend pas compte qu'aujourd'hui le citoyen polonais cherche à avoir une autre vie. Il nous reproche la réalité, or nous nous sommes un peu dans une autre sphère, un peu en vase clos et nous ne comprenons pas cela.

C'est une expérience que j'ai vécue, qui est extrêmement importante. Aujourd'hui, nous sommes dans une période de technologisme très avancé, où l'être humain, les affects de l'être humain sont tellement mobilisés dans ce technologisme que l'être humain en tant qu'individu n'existe pas. Il doit vivre en vase clos, dans le cadre d'un système donc qui est lié à ce technologisme très avancé.

Je fais un va-et-vient à travers l'histoire et la situation dans laquelle on évolue. J'essaie de faire une articulation entre les deux, parce que l'histoire pour moi n'est pas quelque chose de figé, l'histoire se vit au présent.

Je reviens à ce débat entre Lénine et Rosa Luxemburg sur la question du pouvoir, la question de l'État, la question de la prise en compte du mouvement de la lutte des masses. Vous savez

qu'il y a une divergence fondamentale parce que Rosa Luxemburg voulait qu'on tienne compte de cette spontanéité des masses. Que même si le mouvement est spontané il génère des formes d'organisation dont il faut tenir compte, et non pas dire que la spontanéité c'est quelque chose qu'il faut résoudre en mettant en avant une organisation structurée de A à Z. Elle prenait l'exemple aussi des conseils ouvriers allemands qui ont existé en 1918-1919. Elle tenait compte de cela, elle tenait compte de la lutte des masses.

Dans la Révolution d'Octobre, le mouvement des masses était là, présent. Quand les ouvriers étaient organisés, il y avait une forme de spontanéité présente. Ce qui n'exclut pas le fait que ces ouvriers, ces masses réfléchissaient, dans le but de construire quelque chose à travers cette spontanéité. Lénine disait que la spontanéité ne préfigurait pas le parti. Et donc ce qu'il fallait mettre en avant c'est une forme de directoire, qui permettait de construire ce qu'on oublie aujourd'hui, la dictature du prolétariat. C'était cela l'idée de base. Donc Lénine a mis l'accent là-dessus, mais il est mort en 1924.

il y a une lecture controversée de la révolte des marins de Cronstadt. Mais ces marins de Cronstadt mettaient en avant des revendications qui partaient de ce que préconisaient au départ les Soviets. Parce qu'ils ont estimé que l'État qui s'est constitué ne s'est pas imprégné de ce qui a été développé pendant les luttes qui ont abouti à la Révolution. Ils partaient de cela. Malheureusement cette révolte a été un échec, elle a abouti à ce que l'on sait aujourd'hui.

En parlant de la révolte des marins de Cronstadt, je fais référence aussi à quelque chose qui s'est passé en Union soviétique, qui a fait l'objet de débats pendant longtemps en notre sein, c'est ce qu'on appelle le passage de la théorie de Lyssenko. Malheureusement, cela a marqué l'Union soviétique pendant des années. Cela s'est passé dans les années 30 jusqu'aux années 50.

Faisons un retour en arrière, sur le parti, la fonction et le rôle du parti dans la société. Le parti s'est inspiré dès le départ et pendant la Révolution de l'expérience de la lutte russe partiellement, de la Commune de Paris, et d'autres inspirations. Mais il a essayé de se construire en mettant en avant la question de la situation sociale et économique du pays, la question de l'orientation du pouvoir.

Pour moi, parler de l'histoire en se plongeant au présent aujourd'hui, c'est donc mettre l'accent sur la question du mouvement, le mouvement de la lutte des masses. Qu'est-ce qu'on entend par mouvement ? Je pense que la discussion en notre sein a eu lieu pendant longtemps, et qu'elle est récurrente. Qu'est-ce qu'on entend par mouvement ? Parce que c'est cela qui nous amène souvent à nous engager dans des organisations de part et d'autre, et de faire un constat que ces organisations aujourd'hui en tout cas sont dans des situations extrêmement difficiles. La question du mouvement.

La question du pouvoir. La question de l'État. Cette opposition n'était pas seulement une opposition entre Lénine et Rosa Luxemburg, non, c'était une opposition aussi avec les anarchistes. Vous vous rappelez la position des anarchistes sur cette question-là, la question de la spontanéité du mouvement des masses et tout cela ? Je pose ces questions-là qui sont récurrentes, à l'heure actuelle. Et tant que nous ne les aborderons pas, dans un esprit critique mais sous forme de réflexion, en tenant compte de la réalité dans laquelle on est (même si cette réalité il est très difficile de comprendre, de la percevoir), tant que nous ne le ferons pas nous sommes toujours en butte à des contradictions. Contradictions permanentes

qui vont nous amener à dire effectivement : que faire ? Que faire en tout cas pour combattre ce système de manière efficace ?

16- Pierre Cours-Salies

Je suis à Ensemble!, je participe à OMOS dans la mesure où je peux, et je participe aux Communistes unitaires.

J'ai eu un moment de plaisanterie qui m'est venu quand on a parlé de 56 parce que je me suis souvenu qu'en 56 j'ai vu un certain nombre de photos (j'avais 13 ans) et les gens qui m'ont commenté cela, étaient des communistes, des marxistes, un peu ouvriéristes, qui avaient survécu à la guerre d'Espagne en tant que militants du POUM, étaient exilés et travaillaient. Ce qu'ils m'ont dit sur l'interprétation de 56 fait que je pense que nous avons une histoire différente par rapport au Parti communiste depuis ce moment-là.

Cela témoigne du fait que nous sommes malgré tout là pour discuter de ce que cela veut dire pour aujourd'hui et pour demain. C'est donc assez intéressant de ce point de vue-là, c'est le contraire de ce que René raconte parce qu'ils avaient une explication, et dont je pense qu'elle était fondamentalement juste.

Je reprends cette question de la Révolution de 17, en la replaçant à l'époque. Nous sommes passés à côté d'une chose sur laquelle je veux insister, que j'ai systématisée en lisant le livre d'Albert Mathias ? qui est fait d'articles qu'il avait publié de 17 à 22 et, pour les derniers, en 31-32. Un livre qui permet de savoir comment les historiens soviétiques ont réinventé le fait -qui était chez Kautsky à des détours de paragraphe ou de chapitre- qu'il y a des étapes et que la révolution française, c'est bourgeois et la révolution russe, c'est prolétarien.

Il explique la chose suivante : Clémenceau a célébré comme une victoire personnelle l'écrasement des pires ennemis de la maison. Ce qui répond à la question de Rosa Luxemburg et autres, puisque ce sont les français et les anglais qui ont redonné des mitrailleuses au régime allemand, pour que les socialistes allemands alliés au gouvernement allemand en finissent avec les spartakistes. Il explique bien qu'il s'en félicite, mais que le résultat de ce qu'a fait le gouvernement français c'est que maintenant on attend le prochain coup d'État de l'extrême droite nationaliste d'Allemagne. Parce qu'ils ont remis en selle la classe dirigeante allemande alliée à la partie des socialistes qui veut détruire les communistes. Le résultat d'ailleurs c'est que cela entraîne des conséquences sur le budget etc. Je passe, mais cela vaut vraiment la peine de le lire, ce n'est pas difficile à trouver.

Donc, si l'on prend les choses comme cela, la guerre dite 14-18, pour les russes c'est 14-22. Parce que sans les corps expéditionnaires franco-anglais il n'y avait pas de guerre civile, c'est quand il n'est plus rien resté dans les mains des généraux blancs que les franco-anglais ont cessé de financer. Et ce sont eux qui le faisaient. Quand on parle de la Révolution russe, des bolchéviques au gouvernement, ils ont subi, de 18 à 22, quatre ans de guerre civile financée par le bloc occidental franco-anglais. Sans cette aide-là, je pense qu'il n'y aurait pas eu un million de morts de plus.

Alors, lorsque l'on s'interroge sur ce que Lénine pense des usines, qui était dans les usines ? Il y a un texte de Robert Linhart, *Lénine, les paysans, Taylor*, où il explique qu'il prend le système Taylor avec des gens qui n'étaient plus les ouvriers d'usine que décrit bien David

Mandel dans *Les Soviets de Petrograd*. C'était d'autres, qui étaient venus de la campagne. Et c'est vrai que je crois qu'ils ont eu tort, d'ailleurs Lénine lui-même fait des retours critiques sur ce qu'il s'est passé.

Je termine cette remarque sur comment replacer dans l'époque. Victor Serge, qui était quand même dirigeant anarchiste, qui a pensé que vu la guerre civile il fallait faire beaucoup de Cronstadt mais que celui-là était un vrai problème puisqu'il y avait la jonction avec la flotte franco-anglaise, quand il est sorti de prison grâce à une campagne en Europe, il arrive et discute parce qu'il est membre d'honneur de droit de la direction de la IV internationale. Et il finit par avoir un désaccord avec Trotski sur un point. Un point qui n'est pas négligeable : il dit que la IV Internationale ne peut pas se bâtir pour être la direction d'avant-garde sans tirer les leçons que, eux, tiraient dans les prisons (il était le coordinateur des bolchéviques léninistes en prison). Il dit que ce qu'ils ont pensé c'est que leur erreur a été de ne pas avoir comme idée de construire le pouvoir démocratique populaire des masses en permanence. Et que donc à divers moments, on a voulu uniquement faire face à des situations compliquées. Je pense que la question se pose aussi comme cela. Ce sont des gens qui sont devant une guerre, continuée par les puissances occidentales, qui ne s'attendaient pas à ce qu'il y ait une victoire qui les amène à exercer le pouvoir, et qui le font après une masse de destructions.

J'invite donc à ce que nous ne reprenions pas les débats idéologiques qu'on a menés à propos de la Révolution russe, 17 et le reste, tels qu'ils ont été menés dans les années 70 parce que comme maintenant il faut reconstruire les perspectives, autant dire qu'il faut qu'on réexamine les choses avec un peu de recul, même par rapport à nos propres affirmations. La chose qui reste est celle-là, pour moi.

Deuxièmement sur le léninisme. Il y a eu une époque où la critique du léninisme était le signe qu'on était des communistes démocratiques. Contre le léninisme, l'autogestion ... qu'est-ce que c'est que cette blague ? Le léninisme était surtout tiré par des gens qui ne s'en réclamaient pas, qui l'ont construit pour légitimer un pouvoir bureaucratique. Lénine lui-même dure au gouvernement 6 ans, 3 ans à être entraîné à essayer de faire ce qu'il faut et trouvant les 3 ans après qu'il a commis diverses erreurs qu'il voudrait corriger. L'histoire du *dernier combat de Lénine*, que Moshé Lewin avait publié, c'est de cela qu'il s'agit.

Sur la prise du pouvoir elle-même, j'ai trouvé un texte qu'il faut faire circuler, un texte de Max Weber lui-même, qui n'est pas un ami, il est bourgeois et fier de l'être, mais il a appris le russe et il lit les publications russes. Et en avril 17, symétriquement au jour où Lénine écrit ses *Thèses d'avril*, Max Weber dit que si la pseudo démocratie à la façon occidentale ne réussit pas avec Kerenski, Lénine peut gagner, parce qu'il y a l'effondrement du pouvoir tsariste. Les paysans veulent des terres mais ils savent que toutes les politiques de division ont eu lieu depuis 10 ou 15 ans pour les donner à certains et pas à d'autres et c'est le moment d'avoir un repartage. Ils ne veulent plus la guerre, et les fonctionnaires tsaristes eux-mêmes, si Kerenski ne s'installe pas, vont le quitter et vont se rallier aux bolchéviques. Donc Lénine peut gagner parce qu'il y aura un effondrement de l'État tsariste.

Donc le coup de génie de Lénine, ce n'est pas un coup d'État, ce sont les masses qui ont des problèmes immédiats à résoudre, et cela ne se résout qu'avec une autre logique politique. D'ailleurs, au sens strict le contenu politique de la Révolution d'Octobre n'est pas un contenu de révolution socialiste, c'est un contenu de mesures radicales pour sortir du système

archaïque et avoir une révolution bourgeoise allant jusqu'au bout des problèmes posés en Russie à l'époque.

J'inviterais à ce que l'on discute de cette affaire-là. Et je ne pense pas que l'on se tire de la question du léninisme en disant qu'il faut voir qu'il y a un processus, est-ce que le processus avance, est-ce qu'il y a des avancées importantes ou quelque chose pas à pas, etc. ? En réalité, je pense, la question qui est posée, c'est de savoir qu'est-ce que l'on a comme perspectives stratégiques. Et Lénine a été amené à corriger ses perspectives stratégiques, à les radicaliser.

C'est une époque passée, Moshé Lewin donne dans *Le siècle soviétique* des éléments pour comprendre. Si nous ne le comprenons pas de façon critique pour voir ce qu'il s'est passé réellement ou pas, nous le prenons comme une espèce de monstre qui nous pèse sur la tête. On ne peut pas surmonter un siècle en disant «mettez-le entre parenthèses, maintenant nous vous parlons de l'avenir», ce n'est pas vrai. Il faut réexaminer cette affaire-là.

Le troisième sujet qui m'intéressait c'est celui de préparer une rupture. J'ai entendu ce que vous disiez et j'ai un problème. «Pour» les masses, «avec», «devant», qu'est-ce que c'est cette blague? Si l'on continue à faire cela, c'est nous, dans nos façons de penser, qui finissons par être un obstacle à ce qu'il faut faire. Ceux qui feront la révolution ce sont des millions de gens qui ne veulent plus subir la pseudo démocratie bourgeoise et l'accumulation du capital telle qu'elle se fait.

Si nous parlons de l'actualité de la révolution pour aujourd'hui ou pour demain, peut-être que l'on admettra être dans une situation qui, dans ce cas, signifierait qu'il y ait une nouvelle étape d'individualisme, grâce au contrôle collectif des richesses, de façon à pouvoir avoir une démocratie qui s'invente en ayant renversé la domination. Si c'est cela, cela signifie que, comme il y a eu en 1789 une avancée sur la définition des individus, de leurs droits, de leur reconnaissance, on est dans une situation équivalente. Donc admettons que l'on soit dans une situation où la révolution peut être d'actualité, potentiellement, tout de suite ou plus tard. Discutons de cela.

Dans ce cas-là, il y a divers secteurs de la classe ouvrière (on peut la prendre assez largement, il y a des techniciens, des paysans parcellaires qui travaillent de façon intelligente etc.) qui sont parfaitement capables d'exercer le pouvoir. Personnellement il y a en un qui me tient à cœur, de part mon expérience syndicale, ce sont les quelques dizaines de milliers de délégués CHSCT qui feraient une meilleure santé que ce que font les patrons des grands hôpitaux et du ministère. On peut donc dire qu'ils sont capables d'exercer du pouvoir et de changer du pouvoir. Il y a dans la société cette possibilité-là, c'est ce qu'explique Lucien Sève divers exemple, et il a raison.

Je ne suis pas contre ce que dit René, voir de près dans les activités etc. Mais nous ne verrons «rien» dans ce qui se passe à la base si l'on n'a pas un projet et un but à proposer dans la discussion, parce que sinon on voit avec des lunettes fausses. Pour observer il faut vouloir observer, mais on ne veut observer que si on a un but. Cette discussion-là me paraît décisive.

Ensuite, il faut des perspectives de rupture, lesquelles ? La première perspective de rupture que nous disons et que nous n'avons pas, c'est de faire apparaître l'illégitimité du pouvoir en place. Regardez comment tout le monde fait comme si l'on était surpris des milliards détournés par des lois de la fiscalité, dont on sait depuis des dizaines d'années qu'elles sont ce qu'elles sont. On sait que le pillage en Afrique passe par des petits groupes dirigeants qui détournent des finances pour utiliser le libéralisme fiscal au niveau mondial pour aller placer

de l'argent dans des paradis fiscaux. Et l'argent qu'on leur verse, ce trafic-là, on le sait depuis 20 ans ! Et là on découvre cela dans la presse. Si nous avions une force politique qui voulait ruiner le pouvoir légitime de la classe dirigeante, cela ferait longtemps qu'on le dirait. C'est un seul exemple, on pourrait le prendre sur les dettes soi-disant légitimes ou illégitimes.

Je pense que nous devrions avoir une force politique qui ruine la légitimité de ceux qui dirigent. Pourquoi ? Pour provoquer le fait qu'ils ne trouvent pas de solution de replâtrage. Kerenski n'a pas trouvé de solution de replâtrage pour faire ce que Max Weber souhaitait, une pseudo démocratie qui se stabilise. Le problème c'est de précipiter la crise des couches dirigeantes, qui maintenant sont en partie avec une bourgeoisie mondiale. Donc cela suppose une dimension où l'on ne peut pas traiter l'alter mondialisme comme quelque chose à côté du mouvement communiste que l'on souhaite.

Je termine là-dessus, sur certaines des discussions qu'on a là, y compris celle de Mustapha, ou l'argument de Didier sur qui doit l'emporter. Oui, c'est utile d'en discuter, pour dire quelles leçons on tire du passé, et poser ceci ou cela comme principe. Mais il faut bien voir que c'est dans l'optique de ce qu'on «proposerait». Parce que, sinon, c'est la discussion entre Lénine et Rosa Luxemburg : il lui répond qu'il voit bien le problème, mais que lui a le souci de la démocratie, une révolution, une mobilisation en chemin ; et quelques mois après, cela s'arrête parce qu'elle s'est fait saignée par des socialistes, de droite, avec un gouvernement, bourgeois. Pourtant il y avait pourtant les conseils ouvriers dans des usines, en Allemagne, bien plus avancés que tout le reste. Et le fait qu'ils aient été battus au bout de deux ans de révolution a fait partie de la démoralisation au niveau mondial.

Donc si l'on veut reprendre des débats de principe, reprenons-les, mais de façon raisonnable, c'est-à-dire en sachant que l'on peut avoir des choses de gagnées à ce que l'on veut faire, avec d'autres.

17- Lucien Sève (contribution)

Question 1 – Quelle est pour vous l'actualité de la Révolution d'Octobre? Quelle leçon peut-on en tirer pour le XXIe siècle?

L.S. – La chose à mes yeux la plus stupéfiante dans la Révolution d'Octobre *stricto sensu* – après 1917 se posent des problèmes autres –, c'est que le coup d'envoi de la plus grande révolution de l'histoire a été essentiellement *pacifique*. La Révolution de février avait été fort violente alors qu'elle n'était qu'anti-tsariste et anti-nobiliaire. Enchaîner sur une révolution socialiste dans la Russie arriérée paraissait à tous absolument impossible, du moins sans torrents de sang. Le génie de Lénine – car lorsqu'il formule ses Thèses d'Avril il est tout seul, même chez les bolchéviques – est d'avoir perçu, lui qui en principe pense avec Marx qu'on ne peut sortir en douceur de la société de classes, que dans les conditions originales de la Russie de 17 on peut gagner le soutien de *l'immense majorité* sur le double objectif central de la paix tout de suite et la nationalisation de la terre, et ainsi conquérir le pouvoir de manière *pacifique* – c'est son terme même –, non certes sans nulle violence dans un pays en proie à des tensions terribles et où les armes sont partout mais *sans guerre civile* grâce à un assentiment populaire massif. Cette stratégie pacifique fait merveille jusqu'à juillet, semble

révolue quand la contre-révolution prend alors le pouvoir, mais redevient possible en septembre-octobre après l'échec du putsch Kornilov. Les bolchéviks deviennent alors majoritaires dans les principaux soviets et dans le pays, et c'est ce qui permet de cueillir le pouvoir le 7 novembre comme un fruit mûr – la prise du Palais d'Hiver a fait six morts... Là est à mes yeux la paradoxale et éclatante leçon d'Octobre: la clef de toute transformation sociale profonde n'est pas le recours à la violence mais la conquête obstinée de l'hégémonie, parfaitement possible si la visée révolutionnaire est appropriable par la très grande majorité. Mais cette leçon cruciale est masquée par l'acharnement de l'historiographie dominante à maquiller grossièrement Octobre 17 en coup d'État militaire, et elle l'était déjà dans la façon stalinienne de présenter les choses, muette sur la stratégie pacifique de Lénine encore en septembre-octobre – pour Staline, marxisme doit signifier violence... A cet égard les scènes célèbres mais purement imaginaires des films d'Eisenstein et de Romm sur Octobre, où une foule en armes se rue sur le Palais d'Hiver, ont joué un rôle désastreux. C'est pourquoi m'apparaît capital de restituer contre toutes les falsifications son vrai sens à Octobre 17, sens dont l'actualité est frappante.

Question 2 – Que diriez-vous du léninisme et de son héritage? Et comment «penser avec Marx aujourd'hui»?

L.S. – L'œuvre de Lénine, qu'hélas presque personne ne connaît plus, y compris un historien aussi réputé que Nicolas Werth, est d'une si foisonnante richesse qu'elle demeure à mon sens une formidable école d'intelligence politique. Mais à l'entendre plus étroitement comme ensemble des vues stratégiques dont *l'État et la révolution* est l'exposé classique, le léninisme, à très brièvement parler, c'est la conquête insurrectionnelle du pouvoir par un parti état-major qui va piloter par en haut la transformation sociale. Et pourquoi cette vision âprement verticale des choses? Pour cette raison évidente que dans les conditions historiques sur lesquelles réfléchit Lénine, si l'on peut avoir en Octobre 17 en Russie une immense majorité pour la paix et la terre, pour aller au socialisme en revanche c'est tout autre chose. Le léninisme est une stratégie révolutionnaire pour époque de *prématurité historique* profonde du socialisme. C'est la conclusion explicite de Lénine en 1922. Il a bien compris qu'on peut faire accoucher l'histoire de ses possibles, mais pas de ses impossibles, comme s'y lancera brutalement Staline avec les effets qu'on sait. Un siècle plus tard, tout a changé: le capitalisme entre à grande vitesse en phase terminale, menant dans le mur la planète et l'humanité civilisée. Hier partout immature, le passage à la société sans classes devient aujourd'hui une criante urgence et un possible émergent. Voilà pourquoi le léninisme est totalement périmé. Ce qui est à produire aujourd'hui, c'est l'exigence hégémonique de réformes révolutionnaires majeures engageant graduellement la formation pacifique d'une société sans classes hautement développée, à travers une auto-organisation de masse faisant la foncière économie du parti vertical.

Question 3.– Vous insistez sur la dimension anthropologique du processus en cours. Pourriez-vous en dire un peu davantage?

L.S. – Certes, mais dans la minute qui me reste ce sera très succinct. Une des pires altérations que ce que certains appellent encore «le marxisme» ait fait subir à la pensée marxienne, c'est d'avoir compris le rôle historique du développement des forces productives avant tout comme celui des moyens de production, non des individus producteurs. Or pour

Marx, et en vérité, si le rôle des moyens de production est en dernière instance fondamental, celui des être humains et du développement de leurs capacités est toujours décisif. Je pourrais donner dix preuves de mon dire dans *Le Capital* même. Je soutiens que le communisme marxien est ce que j'appellerai, pour éviter les confusions, un *individuellisme* – et le drame de ce qu'on appelle si faussement «le communisme» du XXe siècle – il n'a jamais encore existé nulle part de communisme, sauf au détail – tient pour une part centrale au fait de ne l'avoir pas du tout compris. D'ailleurs quand Lénine constate en 1922 que le socialisme est encore impossible en Russie, à quoi impute-t-il directement la chose? Aux hommes, à ce qu'il appelle «notre inculture semi-asiatique». Si à mon sens le fait capital du XXIe siècle commençant est que la visée communiste sort enfin de sa longue prématurité historique, ce qui change stratégiquement tout, la raison majeure en est l'actuel développement des individus, qu'à ne le surfaire en rien on peut dire sans précédent. Dernière preuve en date: ce qui se passe en ce moment même sur la planète avec la si nécessaire insurrection des femmes contre la tyrannie sexuelle de trop d'hommes – des processus désaliénateurs extrêmement profonds sont manifestement en cours. Il est grand temps que nous nous efforcions de le bien comprendre, pour devenir un peu plus authentiquement communistes.

18- Robi Morder

Je suis à la table de Syllepse, coorganisateur de la réunion d'aujourd'hui, par ailleurs à l'Association pour l'Autogestion, coorganisateur aussi, et d'Ensemble ! qui n'est pas coorganisateur.

Juste une réaction à chaud sur le texte de Lucien Sève : je suis pas sûr que le 14 juillet 1789, ceux qui prennent la Bastille pensent que la république est possible à la place de la monarchie. Donc c'est vrai qu'une révolution c'est aussi cela, parce que c'est un processus, on le sait.

Je voudrais insister, avec ce que j'ai entendu ce matin, sur plusieurs éléments.

D'abord, poser la question du point de vue de l'imaginaire, parce que les interprétations renvoient aussi à un imaginaire. Chacun, ou chaque courant, ou des générations, a un imaginaire de 1917. Ce peut être l'imaginaire de 17 et la source pure, ce communisme qui n'a jamais existé auquel il faudrait revenir, avec au milieu les dévoiements plus ou moins conjoncturels ; et il y a une interprétation inverse, qui est discutable, c'est 1917 comme le début de l'horreur et c'est toute la question de la continuité entre léninisme et stalinisme.

L'imaginaire, cela se manifeste par exemple quand on parle du siècle. Le XXème siècle commence en 14 et s'achève en 89. Mais qu'est-ce qui s'achève en 89 ? C'est la Révolution russe? Pour ma part je pense qu'elle est achevée assez vite et que Staline c'est une contrerévolution qui effectivement achève la Révolution russe. 89 n'est pas la fin du communisme. C'est, avec la chute du mur de Berlin qui annonce la fin de l'URSS, la fin d'un certain nombre de rapports de force mondiaux dont la référence est plus la référence interétatique que la référence de lutte de classes ou de révolution.

Pour certains, la classe ouvrière est démoralisée après la chute du mur de Berlin. De quoi parle-t-on ? La classe ouvrière est-elle homogène ou pas, est-elle différente aujourd'hui ? J'aime bien la formule d'un sociologue nantais «*La classe ouvrière n'est plus ce qu'elle n'a jamais été*». Elle n'est pas plus homogène aujourd'hui qu'hier, les différenciations existent. D'autre part, quand des millions de personnes votent Parti communiste en France, je ne pense qu'il n'y a pas des millions de personnes qui votent pour qu'on ait le même système en France que celui qu'on sait qui existe en Union soviétique.

Donc il faut comprendre que dans les imaginaires, il y a d'autres formes de représentation qui existent.

Prenons l'exemple de ce qu'on appelait le Tiers-Monde, les pays coloniaux ou ex coloniaux. La chute de l'URSS ne signifie pas la fin de la Révolution communiste qu'on va atteindre mais plutôt la fin d'un système dans lequel l'URSS pouvait servir dans une politique plus ou moins anti-impérialiste, pas forcément au service des masses, mais au service d'un certain nombre d'États. Quand Boumediène, un peu après 65-66, obtient des accords avec l'URSS, ce n'est pas pour construire le socialisme en Algérie. Donc là aussi on doit arriver à une destruction d'un certain nombre de mythes, en tout cas soulever l'importance de restituer l'histoire dans sa globalité, de ce que fut réellement la Révolution russe dans tous ses aspects, connus et moins connus parce qu'effectivement cela aide à comprendre ce qu'il s'est passé et ce qu'il se passe.

La question de la continuité a été évoquée, et Pierre a très bien parlé du contexte de guerre civile. Sur la continuité entre le léninisme et le stalinisme, on en parle comme s'il y avait qu'un Lénine, alors que Marcel Liebman, dans *Le léninisme sous Lénine*, montrait bien ces différentes périodes, ce que Sève évoque aussi dans son texte. Mais l'on n'insiste pas assez sur les continuités entre le tsarisme, ce qu'était l'empire russe, ce qu'était l'État russe, et ce que va devenir après l'appareil d'état stalinien. Il y a une série de continuités qui sont beaucoup plus là que dans une hypothétique continuité entre le léninisme et le stalinisme.

La question de ce que l'on peut apprendre de ce qui n'a pas été fait, c'est important aujourd'hui. On disait que le syndicalisme c'était la gymnastique révolutionnaire. Aujourd'hui nous avons à faire dans la société, au travers des mouvements sociaux, des organisations, des luttes, dans tous les lieux, une sorte de gymnastique autogestionnaire, qui permette effectivement que l'avenir démocratique, dont on peut concevoir quelques contours de ce que serait une révolution qui déboucherait sur un socialisme authentique, cet avenir soit autre chose que ce qu'il a été. C'est dans les luttes d'aujourd'hui que l'on construit le socialisme de demain, c'est aussi cela, c'est se montrer les capacités que nous avons, qu'ont les populations, les groupes sociaux, les classes sociales, à s'auto administrer.

Pour prendre en compte une série de phénomènes dans la question de la bureaucratie et des dominations, on peut faire appel à toute une série de disciplines, aux sciences sociales, à la psychanalyse, notamment tout ce qui tourne autour de la soumission à l'autorité, de comment fonctionne un appareil administratif y compris du point de vue des expériences militantes, ce sont aussi des choses tout à fait intéressantes à comprendre. Il vaut mieux comprendre avant, parce qu'après c'est parfois trop tard.

Enfin, sur les dimensions institutionnelles, il y a des choses qu'il faut regarder: une chambre, deux chambres, quel contrôle? Je ne suis pas tout à fait d'accord (il faudrait peut-être

approfondir) avec ce que disait Didier sur le fait que, in fine, c'est la chambre unique, la chambre centrale qui décide de tout. Qu'est-ce que le respect de droits fondamentaux, pas simplement de minorités mais y compris de catégories ou groupes sociaux ? Quand on a une chambre qui vote, par exemple, un certain nombre d'éléments qui ont des conséquences sur les conditions de vie immédiates, de travail (allongement des horaires ou de la productivité pour telle ou telle raison) cela ne peut se passer qu'avec l'accord des catégories concernées. C'est quelque chose comme cela qu'il faut arriver à réfléchir.

Pour conclure, il y a tout un domaine qui a beaucoup été débattu, y compris écrit, institué, dans les pays de l'Est, c'est tout ce qui concerne le droit. Et pas simplement les institués, pas simplement les institutions publiques. Qu'est-ce que le droit privé, le droit des individus, de l'État civil, le droit de propriété, le droit du travail ? Ces sujets existent comme textes, pas forcément appliqués, mais en tout cas ce type de chose a existé, est peu connu, et l'on peut s'y pencher parce que l'on peut trouver des choses tout à fait passionnantes et utiles à nos réflexions.

19- Anne Jollet

Je voulais tout d'abord dire une chose très simple par rapport à ce qu'a dit Francis Sittel ce matin, sur l'actualité de 17. Effectivement c'est assez surprenant de voir combien, et notamment aux États Unis, il y a eu un écho important donné dans les grands journaux, avec des formes qui ne sont pas seulement de l'ordre de la nostalgie, même si cela en fait partie aussi. Y compris en France on peut trouver qu'il y a finalement pas mal de manifestations dans des cercles plus larges que les militants qui peuvent se réclamer d'une façon ou d'une autre de 17. Alors, qu'est-ce que les universitaires peuvent apporter à cela ? Certains peuvent trouver que c'est toujours du dévoiement, en tout cas il y a un renouveau des travaux universitaires, avec l'ouverture de nouvelles archives. Il y a une espèce de concomitance qui arrive souvent entre l'actualité d'un événement anniversaire (parce qu'il faut un certain temps) et l'efficacité de la recherche en histoire.

Je suis enseignante à l'université, spécialiste de la révolution française, et pas de celle de 17, qui n'est pas du tout enseignée, en tout cas dans l'université dans laquelle je me trouve et, je pense, très peu en France. Et je vois qu'il y a un renouveau de l'intérêt des étudiants très sensible. Je fais par ailleurs une UE libre sur les révolutions américaines et française, on a des effectifs qui augmentent de façon spectaculaire, et ce n'est pas du tout lié à ma personne mais vraiment à des interrogations qu'ont les jeunes sur ce qu'on appelle une révolution, sur comment et pourquoi cela se produit.

Notamment les derniers temps on me pose beaucoup de questions sur l'analogie entre la situation actuelle et la situation de 89, sur la question de la fiscalité : est-ce que notre société est bloquée comme la société de l'ancien régime français en 89 était bloquée ? Est-ce que l'on retrouve toujours les questions de fiscalité dans les déclenchements des révolutions ? Donc il y a quand même de l'actualité, notamment de l'actualité socio-économique, qui passe (y compris au-delà de notre enseignement) dans les jeunes consciences.

Je voulais également revenir sur ce qu'a dit Roger Martelli sur une question qui me paraît essentielle et dont je pense qu'elle fait partie de ce qui taraude tous les gens qui trouvent que cela ne va pas bien dans notre monde. Est-ce qu'il y a une autre forme de régulation possible que la régulation par le marché ? Est-ce que l'autre régulation possible, du collectif, d'une société, c'est l'État ? Effectivement cette dualité des rapports (peut-être parce que l'on a trop oublié des lectures socialistes, marxistes) apparaît comme une dualité à laquelle on ne peut pas échapper. Et finalement on revient au modèle libéral tel qu'il a été mis en place au 17^e siècle : il faut de la liberté pour les individus et un État qui va au minimum réguler cette liberté, qui est celle de l'initiative individuelle, et donc du marché. Paradoxalement, c'est l'idéologie qui en ce moment est très développée y compris dans la tête de beaucoup de jeunes. On le voit aujourd'hui face à la question, par exemple, de la sélection à l'entrée à l'université. L'idée que l'accès à l'enseignement supérieur est un marché et qu'après tout on n'est pas tous égaux sur ce marché, c'est une idée qui s'est développée dans les têtes et face à laquelle on n'a peut-être pas su anticiper, là aussi, des réponses. C'est donc une question majeure en ce moment face à l'enseignement comme service public d'État ou enseignement par le marché. Face à un service public étouffé, qu'est-ce que l'on propose, comment est-ce que l'on répond ?

Je voulais aussi réagir (je crois que ce serait des pistes à travailler) sur ce que Roger appelle îlots et germes. J'ai trouvé cela intéressant, j'y suis particulièrement sensible parce que cela correspond à des expériences que je vois parmi nos étudiants et qui ne s'articulent pas du tout avec d'autres problématiques que nous (au niveau syndical) on met en avant, comme la question de la sélection en master ou de la sélection à l'entrée de l'université. Ils créent effectivement un îlot : des gens qui occupent une salle, écrivent des journaux extrêmement décalés, avec une radicalité que parfois on retrouve dans nos recherches démocratiques, le fait de ne pas signer individuellement, de ne pas hiérarchiser, de ne pas du tout procéder par processus électoraux, de ne pas se mettre dans l'idée de la représentation (« *Nous, on ne représente rien si ce n'est nous-mêmes* ») etc. Il y a en ce moment quelque chose de très réel dans l'action politique.

J'ai pris cet exemple-là mais l'on pourrait en prendre des tas d'autres. Dans le 13^e arrondissement (où j'habite) s'était créée une Nuit debout au moment où elles émergeaient, elle continue à exister, et il y a 15 personnes qui agissent, qui se rassemblent dehors ou dedans. Il y a énormément de groupes comme cela. C'est quelque chose de très présent que cette question de savoir si c'est par ces groupes que va se former quelque chose, cette idée du pourrissement par en bas de l'ordre social. Et c'est quelque chose qui, par rapport à des jeunes, interroge la question des révolutions d'une façon assez différente et notamment pose pour 17 cette question immédiatement de l'État etc.

La dernière chose que je voulais dire, en lien avec ce que vient de dire Robi, c'est sur la question de l'imaginaire. Je crois que l'on tourne tous un peu autour de cela, c'est-à-dire des constructions, plus ou moins instrumentalisées politiquement, mais aussi « des » imaginaires. Et peut-être que c'est vraiment des imaginaires dont faut parler, qui ne sont pas les mêmes, pour des générations différentes, par groupes sociaux, par familles, par pays etc. Ce poids des imaginaires est particulièrement fort sur les processus révolutionnaires, il nous oblige donc aussi à un travail particulièrement aride et vif de déconstruction et notamment à se débarrasser (c'est peut-être cela que l'on a du mal à faire) de l'histoire et de notre propre histoire.

C'est pourquoi je n'ai pas commencé par dire si j'étais baptisée ou pas. Je pense qu'il faut aussi que nous-mêmes ne soyons pas forcément assignés à résidence politique dans un monde dans lequel toutes les maisons sont en déconstruction (ou pour être plus optimiste en reconstruction) et avec des cheminements qui sont divers, des références qui sont diverses pour les uns et les autres. Donc oui pour le poids de l'imaginaire, mais en même temps «des» imaginaires et avec les mêmes risques d'enfermement des uns et des autres dans ces constructions imaginaires.

20- Catherine Samary

Je voudrais réagir sur 3 points avec des questionnements sérieux à creuser entre nous.

Par rapport au texte qui nous a été lu tout à l'heure, la notion d'immatunité de la Révolution me pose problème. Sur les difficultés auxquelles se confrontait cette Révolution, bien sûr, mais pourquoi ? Immatunité par rapport à quoi, à quelle conception du socialisme ? Parce que l'on a du socialisme l'idée (qui était dominant chez les marxistes y compris dans ce qu'a pu exprimer Lénine à l'époque) que c'est une société dans laquelle on pourrait se passer de marché, de monnaie, où il y aurait plus de classes, avec la phase première, la phase seconde, etc. Ou alors, une immatunité à cause des paysans, parce que c'était une société à majorité paysanne, illettrée, etc. ?

C'est en contradiction premièrement avec le fait que c'était une société où la Révolution a muri dans les contradictions du système capitaliste et de la formation sociale russe profonde, ce n'était donc pas immature, mais profondément lié à ces conditions de contradictions sociales profondes. Et d'autre part ce que l'on décrit comme immature était probablement aussi une force. A savoir, quand on lit y compris Marc Ferro et toute l'expérience de cette Révolution, que la paysannerie avait une expérience (que Marx d'ailleurs avait soulignée) qui est revenue dans le processus révolutionnaire en partie au travers des formes collectives. Et que c'est dans ces formes collectives que Marc Ferro y compris cerne l'expérience, dans les petites et moyennes entreprises, notamment de l'autogestion, avec l'idée de la spontanéité : si la terre est aux paysans, alors les entreprises sont aux ouvriers. Et ce qui était plus difficile dans les grandes entreprises et qui se traduisaient par des formes de contrôle ouvrier mais avec une puissance de l'auto-organisation qui n'est pas indépendante de l'arriération, c'est-à-dire de la faiblesse du syndicalisme et des partis politiques, et donc l'invention des masses pour s'exprimer.

Si l'on examine les doléances, il y a quelque chose qui n'est pas du «isme» avec une sophistication sur le socialisme, mais qui est une exigence (je mettrais un mot qui, pour moi, est très important) de dignité. Marc Ferro dans l'analyse doléances exprimées, insiste beaucoup aussi sur cela, et on le retrouve dans les révolutions récentes, dans les soulèvements arabes, dans les manifestations anti racistes pour la justice et la dignité. Cela signifie que la notion même de révolution socialiste anti bourgeoise, anti domination, anticapitaliste, fondamentalement c'est de mettre à l'ordre du jour l'exigence de «dignité». Pour les paysans c'est beaucoup plus facile de penser que l'on est capable tout seul de gérer sa terre. C'est pourquoi les expériences autogestionnaires et de résistance anticapitalistes

sont très fortes en milieu paysan, beaucoup plus faciles d'une certaine façon que dans les grandes usines.

Ce sont donc des situations de survie, de dignité, de *lock-out*, des situations où finalement le politique est là pour exprimer le fait que l'on peut passer peut-être à autre chose et à une organisation collective de la société qui parte d'enjeux fondamentaux, c'est-à-dire la satisfaction de besoins concrets fondamentaux avec pas de solution simple pour y remédier. La question de la maturité ou l'actualité du socialisme, ce n'est pas un certain niveau de développement des forces productives, c'est le fait qu'il est insupportable de se confronter à des relations humaines indignes, et à des besoins fondamentaux qui sont tout simplement écrasés, et en l'occurrence écrasés, en Russie, par la bourgeoisie émergente et les forces dominantes et que seul le pouvoir soviétique pouvait réaliser.

Ma deuxième remarque porte sur la continuité-discontinuité depuis Octobre. Je ne suis pas totalement d'accord non plus avec l'intervention de Robi. Il y a certes de vrais débats sur les continuités avec l'ancien régime, mais par contre il n'y a pas de continuité entre Octobre et jusqu'en 89.

Pourtant, pour la bourgeoisie mondiale et le capitalisme mondial, il y a de vraies continuités, avec une peur du communisme notamment dans les années 60-70. Le rapport de force mondial entre classes produit par la Révolution d'Octobre (et que le stalinisme n'a pas remis en cause), a été, dans la seconde guerre mondiale, renforcé par l'extension des révolutions en Chine, en Yougoslavie et plus tard les révolutions anticolonialistes ; et en même temps le pouvoir de Staline et des partis stalinien s'est consolidé mais a aussi été affaibli parce que le socialisme dans un seul pays était contesté.

La révolution en Yougoslavie s'est revendiquée d'Octobre. Il y a eu des thèses d'avril de Tito qui se revendiquaient exactement des mêmes thèses que celles de Lénine sur la possibilité d'un développement socialiste qui ne passerait pas par une étape capitaliste "normal" etc. La révolution chinoise s'est appuyée sur la Révolution d'Octobre, même stalinisée, en se revendiquant malheureusement de Staline, alors que la yougoslave se revendiquait de Marx contre Staline.

Tout cela ce sont des éléments de continuité, de discontinuité. Y compris les erreurs de bolchéviques, de Lénine, de Trotski, marquent des éléments de continuité négative. Donc il y a des éléments de continuité discontinuité, les promotions sociales ouvrières dans l'appareil, tout cela c'est à la fois instrumentalisé par la bureaucratie, et c'est en même temps quelque chose qui est un élément de légitimation au nom des travailleurs. On parlait tout à l'heure de Brejnev, mais c'est Khrouchtchev qui a mis dans la constitution soviétique «*On va vers le communisme maintenant à chacun selon ses besoins*». Les prix, qui se sont maintenus historiquement bas jusqu'au bout pour toute une série de biens fondamentaux, illustraient précisément cette satisfaction «à chacun selon les besoins» dans des domaines tout à fait fondamentaux, qui se sont retrouvés aussi dans des formes de socialisation perverses, aliénées, bureaucratiques, de la classe ouvrière soviétique et qui l'ont piégée politiquement. Parce que c'est dans les grandes entreprises que toute une série de besoins fondamentaux comme l'accès à l'école, à des crèches, à des hôpitaux, à des loisirs etc. était défendus associés à l'emploi. Et que cela brisait toute unité politique de la classe ouvrière et forçait à une résistance entreprise par entreprise au sens très grand des monopoles soviétiques. Jusqu'à la restauration capitaliste qui s'est emparée de cette idéologie-là, dans la forme des privatisations (il faut les étudier), privatisations de masse, sans capital, sans argent, avec pendant au moins une grande décennie (la décennie 90 en Russie) des relations de troc et de

la protection au sein des grandes entreprises contre le chômage de masse. Les populations y compris venaient se nourrir là, se protéger là etc.

La distribution aussi d'actions gratuites aux travailleurs, évidemment perverse, qui est l'un des éléments d'explication au fait qu'il n'y a pas eu de révolution politique au sens socialiste, dans lequel les ouvriers se sont trouvés piégés. On leur disait : «*Vous allez récupérer la propriété qui vous appartient*». Ce ne sont pas les trotskistes qui disaient cela, c'est le programme des cinq cent jours de Chataline, au moment de la contrerévolution et de la restauration capitaliste. «*On vous rend vos entreprises*». Alors, il n'y a pas de lien avec Octobre dans tout ça ? Franchement ! Malheureusement, c'est une exploitation perverse et aliénée des liens avec Octobre.

Ensuite il y a la destruction massive. Ce que la classe ouvrière de tous ces pays a subi comme destruction massive de ses positions de protection sociale aliénée, c'est phénoménal. Même la banque mondiale le décrit.

J'en arrive sur aujourd'hui, c'est la troisième remarque : le capitalisme. Le capitalisme du 20^e siècle était ce qu'il a été dans les pays du centre, c'est-à-dire réduction des inégalités, développement des services publics, une certaine idéologie social-démocrate réformiste et keynésienne, par peur du communisme. À partir du moment où il n'y avait plus cette peur, c'est le capitalisme barbare auquel on assiste aujourd'hui. Et qui de façon radicale, à l'échelle internationale, de façon politique et socio économique, depuis les années 80, radicalisé après 89, cherche à détruire «*systématiquement*» tout risque de nouvelles révolutions. C'est le néocolonialisme dont on parlait, c'est la privatisation généralisée, c'est la destruction de toutes les protections sociales collectives dans les codes du travail...

Nous sommes confrontées à une situation où l'on a l'actualité de la révolution, au sens de l'actualité d'un changement radical de société qui mette le statut des êtres humains au cœur du problème. C'est-à-dire la remise en cause de l'exploitation capitaliste et du traitement des travailleurs. Donc le marché du travail doit être remis en cause, c'est pour cela que je ne partage pas Friot, parce que ce n'est pas la généralisation du salariat mais la généralisation de l'autogestion. Mais par contre il a raison de dire que il faut généraliser les aspects collectifs qui se sont concrétisés dans le salariat.

Le texte de Lucien Sève parlait de continuité pacifique de réformes. Pour moi il y a bien le non à l'illusion du grand soir qu'on attendrait, où l'on pourrait enfin changer les choses, et donc il y a bien sûr un processus long de guerre sociale en quelque sorte et de résistance sociale multiple contre le capitalisme bien avant de pouvoir prendre le pouvoir. Mais quel pouvoir et à quel niveau ? Le capital est organisé du local au planétaire, avec des institutions du local au planétaire. Donc les contrepouvoirs doivent s'organiser à cette échelle-là. Et cela ce pas facile. On n'a aucune idée de par quelle stratégie on y arrivera. On sait qu'il faut résister, et on sait qu'il faut créer de l'imaginaire concret, en partant effectivement des besoins concrets et des droits fondamentaux qui sont détruits : le droit à l'éducation, le droit à avoir un toit, le droit à la dignité, le droit à la santé pour tous et toutes, contre les racistes et les xénophobes notamment.

Cela implique d'utiliser des canaux qui existent et dont on peut s'emparer. Mais cela veut dire reprendre le débat stratégique à l'intérieur du mouvement altermondialiste, à l'échelle internationale, créer des espaces politiques de résistance à l'échelle européenne et continentale, créer des résistances à l'échelle locale, mais créer des liens entre toutes les résistances. Les récupérations d'entreprises peuvent être dévoyées et elles sont confrontées

à un environnement capitaliste redoutable, certes. Par contre si on les lie ensemble (c'est toute l'idée des réseaux internationaux que l'on essaie de faire) d'une part on peut avoir la conscience (et c'est décisif) des limites de ce que l'on fait pour aller plus loin. D'autre part on peut, en établissant des liens, avoir un meilleur rapport de force. Mais l'enjeu territorial est décisif.

L'enjeu territorial cela veut dire créer des espaces, ou espérer trouver des espaces, comme il y en a eu en Amérique latine, où il y a une articulation des alliances entre travailleurs des villes et des campagnes, avec les intellectuels, avec y compris des moyens financiers ad hoc de bourses coopératives ou de monnaie locale etc. Créer des liens, ce qui fait que l'on ne théorise pas des expériences partielles qui sont piégées et qui se transforment en îlots qui peuvent être une façon d'évacuer (on vit très bien entre nous mais à côté tout se dégrade ; cela, ce n'est pas possible). Donc si on veut ne pas agir pour soi-même dans des petits îlots protégés et en chambre, alors il faut effectivement des liens solidaires systématiques. Et il faut une Internationale du 21^e siècle, sociopolitique, dans laquelle il puisse y avoir les travailleurs intellectuels, manuels, des villes et des campagnes, hommes et femmes, racialisés, etc. pour résister contre ce capitalisme de plus en plus barbare.

21- Pierre Zarka

Je partage ce qui a été dit à l'égard de la notion d'immaturité. Parce que si c'était immature nous n'avons aucune leçon à tirer de l'histoire, puisque nous sommes dans un pays très développé. S'il y a des impensés, alors cela s'adresse à nous. On a donc deux postures diamétralement opposées. Or, c'est juste le point que je voudrais rajouter à ce qui a été dit par Catherine, la quête d'efficacité après l'écrasement de la Commune a joué un rôle, à mon sens, considérable. Y compris parmi nous-mêmes : quelqu'un a parlé de l'échec des spartakistes tout à l'heure mais ils n'ont pas échoué, ils ont été écrasés ! Ce n'est pas la même chose. L'Union soviétique a échoué et est morte de sa belle mort. Les spartakistes ne sont pas morts de leur belle mort, pas plus que la Commune de Paris. Ce n'est pas une nuance. C'est fondamental.

Cela me conduit à une deuxième chose, sur cette question d'extériorité et de pouvoir. C'est un débat récurrent que j'ai avec Jean-Claude, mais je crois que je cerne mieux où est le problème entre nous depuis ton intervention de ce matin. Les gens ne veulent pas le pouvoir. Mais «tout» dans la société leur dit que cela ne les regarde pas. Cela commence à l'école, continue au travail, se poursuit pendant les élections (toute élection confondue). Il ne faut pas être dans une situation où l'on dit que les gens ne veulent pas... Nous faisons tout pour qu'ils ne le veuillent pas. Ce n'est pas du tout la même chose.

Parce que en même temps il y a des signaux faibles, et ils sont nouveaux : 400 000 salariés en coopératives, ce qui a été évoqué sur des monnaies locales, des conseils d'habitants ... Je suis dans une commune qui vient de créer un conseil d'habitants avec la volonté affirmée de suppléer au conseil municipal. Cela reste des signaux faibles, mais ils commencent à poindre. Il y a donc quelque chose.

Cela me ramène à la question de l'extériorité. La citation de Jean-Claude n'est pas complète. Quand on dit que la conscience de classe viendra « extérieur » du conflit capital travail, on

veut dire nettement que la conscience de classe viendra de l'extérieur de l'expérience des travailleurs. Et donc, c'est cet extérieur qui devient magique. Ce n'est pas la même chose et là c'est Kautsky, c'est-à-dire le lendemain de l'écrasement de la Commune, la fondation de la II Internationale. Les mots ont une grande valeur : «à l'extérieur» ou «à partir de», cela ne veut pas dire la même chose. Et je crois que toute la vie politique aujourd'hui est encore imbibée de cet «à l'extérieur». «A partir de» c'est différent, parce que cela veut dire que la politique n'est pas un corps étranger qui vient «à la rencontre de», c'est quelque chose qui s'inscrit dans le quotidien et qui essaie de le tirer vers une construction de cohérence alternative. Alors tu me diras (à juste titre et c'est là où ça devient pointu) qu'il faut bien des gens qui proposent cela. Mais tant que ces gens se situent à l'extérieur de, et bien cela fait 40 ans ou 50 ans que l'on tourne en rond.

Le problème c'est comment, en s'immergeant dans ce quotidien et dans ses actions, dans ses luttes, on essaie de proposer la construction d'une envie, d'une envie de cohérence, d'une envie d'autre chose, mais «à partir de là», pas «à l'extérieur de», pas «venir greffer sur». Et donc la question du pouvoir, puisque c'est cela dont il s'agit, se pose à partir des individus, tels qu'ils sont. Alors bien sûr entre maintenant et la révolution pour aller vite, je sens bien qu'il risque d'y avoir un petit espace de temporalité. Le problème c'est que nous passons notre temps à vouloir suppléer à cet espace de temporalité par de la mise en extérieur. Et en voulant prendre un raccourci, nous sommes comme les hamsters dans les cages qui tournent, on n'arrête pas de s'agiter et on voit bien le résultat.

Le problème c'est plutôt comment, en étant immergé dans ce qui fait le quotidien, dans ce qui fait les actions des uns et des autres, les tâtonnements, les hésitations, nous favorisons cette quête. Cela veut pas dire que nous c'est ce que nous sommes en train de faire, nous n'avons pas du travail indépendant. Mais avoir un travail indépendant pour favoriser ce mouvement d'émergence à l'intérieur, à partir de, n'est pas du tout synonyme pour moi de «à l'extérieur de».

Je termine sur «étape». Je trouve que l'échange qu'il y a eu est loin d'être secondaire, parce que nous passons notre vie à avoir des étapes qui occultent la finalité. Et on est toujours à proposer, au nom du réalisme, l'étape intermédiaire la plus immédiate, qui est complètement dépourvue de sens. Et après on s'étonne (ou pas) qu'il y ait Mélenchon... Je veux dire par là que nous sommes continuellement détournés de cela, et (c'est ma boucle) en nous détournant de cela nous faisons tout, de fait, pour expliquer aux gens qu'ils n'ont pas besoin d'avoir envie d'avoir du pouvoir parce que ça ne les regarde pas.

23- Pierre Cours-Salies

Un premier point sur les allusions à la révolution française. Les français jusqu'en 1791, jusqu'à ce que le roi parte et soit récupéré à Varennes, disaient qu'ils avaient de la chance parce qu'ils avaient un roi réformiste avec lequel on pourrait mener la réforme constitutionnelle sans se comporter comme des sauvages, comme ces anglais qui avaient coupé le cou du roi en public. C'est dire à quel point ils voulaient une révolution pour renverser le roi ! Ce qui s'est produit c'est que de l'autre côté il y a eu la volonté de diriger plus, de contrôler plus, donc une confrontation, une contradiction qui a produit la suite de la révolution.

Ce qui n'a pas été réalisé dans cette révolution, c'est la constitution montagnarde. Elle établit le fait que pour que le suffrage universel ne produise pas une aristocratie par nature, il fallait qu'à l'assemblée nationale on vote des projets de loi qui circulent dans le pays, mais non applicables si dans 10 départements 10% de la population demande que ce soit rediscuté. Dans ce cas il faut procéder à un nouveau débat qui donnera lieu à un référendum dans l'ensemble du pays, ce qui donnait la possibilité à diverses minorités de s'exprimer. Bien sûr, vu la situation, elle ne pouvait pas être appliquée. Mais cela correspond à une réflexion, collective, massive, sinon elle n'aurait pas été présentée et adoptée à l'assemblée nationale. Donc il ne faut pas s'illusionner : quand on parle de se méfier du suffrage universel, de la nécessité d'avoir d'autres procédures en dehors de la représentation, on reprend des bonnes idées de la révolution française qui s'est terminée avec Thermidor.

Je fais exprès de dire ces deux choses-là parce que l'on donne souvent l'impression de vouloir inventer la lune, alors qu'il suffit de voir que, s'il n'y a pas de nuages, on la retrouve la nuit à intervalles réguliers.

Ma deuxième remarque vient d'un agacement que j'ai depuis le milieu des années 70, ravivé aujourd'hui. On dit que Lénine veut apporter la politique de l'extérieur. C'est vrai en 1902, mais c'est par réaction sur le fait que sa famille et tout un milieu donné, était en train de croire qu'il suffisait de montrer que des prolétaires, ou des paysans, sentaient bon, pour que l'on fasse la révolution. Il fallait avoir autre chose que les révoltes des couches populaires les plus écrasées culturellement. Donc il dit, à un moment donné, qu'il faut apporter des théorisations, qu'il emprunte au mouvement marxiste tel qu'il est (II Internationale etc.), c'est-à-dire ce avec quoi il s'est cultivé.

Mais après la Révolution de 1905 il écrit un autre texte, *Deux tactiques de la social-démocratie*, dans lequel il dit qu'il faut, vu le tsarisme, des gens qui sont strictement clandestins, pris en charge par le parti, de façon à ce que le parti puisse continuer même si il y a une poussée réactionnaire. Mais il y a aussi des gens qui dirigent leur syndicat de façon publique en disant bien leurs opinions et qui en même temps ne seront pas réprimés. Et il décrit 8 ou 10 degrés différents de légalité, d'illégalité, de rapports au mouvement de masse. Au même moment, le Parti social-démocrate russe comporte 19 courants. Il y a même un courant qui pense que l'on peut passer directement de coopératives rurales dans des endroits reculés à la révolution socialiste, sans qu'il y ait affrontement de classe. Il tolère tout cela pourquoi ? Parce qu'il pense que c'est la diversité de l'État russe et que donc il faut mener ce débat-là.

Par ailleurs comme il a l'avantage (si j'ose dire) de pas avoir Internet, leur débats, quand ils les mènent, cela dure quelques mois avant de prendre une décision. Il faut qu'un texte arrive, soit discuté, que cela redescende. Donc ils respectent un peu le fait que ceux pour qui on décide ne sont pas là. On a une impression qui n'est pas celle qu'ils ont vécue et on en tire des leçons sur l'idée qu'il apporte la conscience de l'extérieur ? Qu'est-ce que c'est que ces conneries ! Il faut lire Lénine, plutôt que de dire ce genre de choses, cela fera gagner du temps.

Voilà, «de l'extérieur», je lui ai fait un sort.

Je pense que depuis les années 60, existe ou a existé, perdue malgré des échecs, la possibilité d'une phase de plus, différente, de la Révolution, qui soit nouvel individualisme,

un contrôle des richesses, une destination des richesses différentes grâce à des formes démocratiques nouvelles.

Le texte du Printemps de Prague comporte cela, écrit par le Parti communiste de Tchécoslovaquie : la priorité c'est de réorganiser la production pour ne plus subir le fait que cette production n'est pas faite avec assez de démocratie, il faut donc qu'il y ait des structures autogestionnaires, qu'il y ait des syndicats indépendants, il faut discuter du fait qu'il faut reconverter la production pour qu'elle soit utile socialement et qu'elle cesse de détruire la nature. Donc le premier texte politique marxiste que je connaisse en date, moderne, qui comporte l'écologie, c'est le texte du Printemps de Prague. Ce n'est pas parce que les autres l'ont arrêté pendant l'été que ce n'est pas la réalité. Cela correspondait à plusieurs années de débat.

A la même époque, il y a deux pays où il y a beaucoup de productions sur les révolutions scientifiques et techniques et qui s'interrogent sur ce que l'on pourrait en faire, comment les développer, la possibilité de baisser massivement le temps de travail, de réorganiser les formes de travail et de production. Ce sont les États-Unis et l'URSS.

En URSS il y a des gens qui entourent Khrouchtchev, au point qu'à un moment donné il déclare qu'au vu des progrès que l'on peut faire techniquement et de réorganisation de la société, on doit faire la semaine de 35 heures au plus tôt parce qu'il faut réorganiser tous les rapports de production. Ce qu'ils écrivaient sur les possibilités, les techniques, à condition de les maîtriser et les réorienter, est tout à fait passionnant. Cela a disparu, juste au début des années 90, c'est-à-dire à peu près au même moment où il y a l'effondrement de l'URSS telle qu'elle était.

La bourgeoisie a vu très tôt qu'il y avait ce risque-là. Un repère c'est l'assemblée générale de l'ONU juillet 1972, le discours d'Allende que l'assemblée applaudit debout pendant près d'une demi-heure. C'était un discours sur comment il faut, au niveau mondial, contrôler les multinationales pour qu'elles ne détruisent pas l'économie dans nos pays (donc les droits sociaux) et la nature. Si vous regardez l'enregistrement qui existe, et si vous êtes lucides vous vous dites que ce mec est à tuer, ce que les autres ont fait en septembre 73 parce que c'était insupportable de laisser exister ce type de courant au niveau mondial.

Donc nous sommes devant quelque chose qui est possible depuis la fin des années 60, qui a subi diverses contradictions et que les autres ont vu comme dangereux depuis le début des années 70. Il faut voir que l'on a certes des possibilités de transformation positive de la société mais que les adversaires de classe ont cela sans arrêt en tête depuis longtemps. C'est comme cela qu'ils ont fait la Trilatérale, qu'ils ont gagné au Chili sans savoir ce qu'ils feraient comme programme économique, en rachetant les *Chicago Boys* pour qu'ils aillent voir sur place qu'elle était cette économie pour la réorganiser. C'est bien une bataille politique qui a été menée.

Il ne faut pas croire que c'est un complot. Mais c'est une lucidité commune des dirigeants de la bourgeoisie. Je pense qu'il faut essayer de prendre les choses comme cela. Macron, au bout de 10 ans de crise, pense que il faut moderniser des choses, c'est-à-dire profiter du fait qu'il y a des couches qui peuvent se désintéresser des droits sociaux généraux pour avoir leurs propres privilèges, s'appuyer sur un nouveau fractionnement dans la société. Il faut que l'on analyse cela, analyser dans quelle situation on est, avec des potentialités de type révolutionnaire qu'il faut réfléchir, et les contre-tendances ou les adversaires.

24- Eugène Bécoc

Je crois qu'il faut être effectivement très attentif à bien partir d'aujourd'hui et de notre situation. Il faut faire extrêmement attention au fait que dans les pays centraux aujourd'hui les rapports de domination l'emportent très largement sur les rapports d'exploitation. Que la rhétorique de manifestation c'est une chose, et la réflexion sur ce qui est en train de se jouer en est une autre.

Notre ami Macron a quand même quelques particularités, notamment d'être issu des grands corps de l'État et dans l'appareil de l'État français les grands corps jouent un rôle tout à fait particulier.

De ce point de vue, je pense que c'est bien la question de l'État qui est posée aujourd'hui en France, qui est posée en Grande-Bretagne avec le Brexit, qui est posée en Espagne avec la Catalogne, qui est posée aux États-Unis avec l'élection de Trump, et que l'on est en train de franchir une étape de crise politique vraiment profonde, et donc de confrontation. Il faut être extrêmement prudent. Quelqu'un disait ce matin ; attention à ne pas être simplement antilibéraux, il faut être anticapitaliste, il faut voir quel est l'horizon de société que l'on cherche à construire. Parce que si on ne va pas jusques là on va se contenter de petites réformettes, et même si je suis convaincu qu'il faut des réformes (et pas seulement radicales d'ailleurs) on va passer à côté de l'essentiel des choses.

Ma deuxième remarque repart de l'énervement sur la question «germe» ou «îlot». Effectivement cela fait quelques décennies que la question des germes possibles est posée. Et je crois qu'il y a une question sur laquelle on ne peut pas passer aujourd'hui dans l'alternative au capitalisme : je ne reviens pas sur le travail de Catherine Samary, mais 17 a quand même transformé ce siècle. Il y a toute la réforme agraire, et le ralliement des bolchéviques au programme des socialistes révolutionnaires sur le partage de la terre. La question des nationalités a été majeure, dans l'écho immédiat et de long terme de 17.

Mais cette société s'est avérée être un mode de production incapable de se reproduire autrement que par la sclérose. Et donc, sur la question de quel type de société demain, comment fait-on en sorte qu'il y ait de l'innovation sociale dans cette société ? Comment fait-on en sorte qu'il y ait enrichissement des relations sociales ? On ne peut pas se contenter d'en finir avec l'échec de 17 en disant il y a eu un petit problème d'État, de liberté, un petit problème sur le mythe du grand soir, non. Cette société s'est avérée être une société bloquée. Et cette question-là reste une question. Pour être crédible, pour réfléchir vraiment à demain ce qui est nécessaire, ce qui est possible, il faut que l'on puisse répondre à cette question de comment on s'assure que cette société nouvelle puisse se développer et donc puisse se reproduire autrement qu'à l'identique.

Si l'on fait l'histoire politique, si on fait l'histoire sociale, c'est en 75 76, au lendemain de la victoire du Vietnam, et surtout après Solidarnosc, que définitivement dans nos sociétés s'établit le divorce complet avec ce qui existe à l'Est. On est 50 ans plus tard, mais cette question-là nous et toujours posée.

Tout dernier point, Lucien Sève a une formule qui est : commencer par les fins. Moi je crois qu'on a vraiment besoin de réfléchir sur ces processus de transition et que la fin du travail, la fin du politique etc. sont des formules trop générales aujourd'hui, qu'il ne nous suffit pas de revenir à Marx, à un monde de Lénine et autre, qu'on a vraiment besoin de réfléchir sur quelles sont les transitions. Pour moi ce n'est pas commencer par les fins aujourd'hui, mais

c'est vraiment comment re-politiser la question de pouvoir changer de société et voilà quel processus, voilà quel type de rapports sociaux on peut instaurer. Et encore une fois, je comprends l'énervement qu'il peut y avoir sur les mises au point sur la notion de germe, elle n'est pas tout à fait nouvelle, mais c'est vraiment une question qu'il faut que l'on se pose aujourd'hui.

25- Jean-Claude Mamet

Henri nous a invités tout à l'heure à voir dans les prolongements ce que l'on pourrait imaginer comme débats. Cette discussion est vraiment une des plus complexes que l'on puisse avoir et que l'on a tout le temps, dans Ensemble ! on en discute sans arrêt. Le rapport entre le social et le politique est vraiment un problème extrêmement compliqué. Catherine parlait ce matin de la difficulté de passer du «contre» au «pour». Pourquoi est-ce difficile ? Parce que cela implique un saut dans l'imaginaire, un saut qualitatif, il n'y a pas de passage linéaire.

Ce matin on disait le parti était dans la tête des masses populaires en Russie, parce que le tsar a été renversé. Oui, le mouvement populaire peut renverser quelque chose. Mais qu'est-ce qu'il met à la place ? Cela, ce n'est pas spontanée. La dissociation entre la société civile et le pouvoir politique, le social et le politique, n'est pas un machiavélisme. Certains l'entretiennent volontairement lorsqu'elle est menacée, tout est fait, lorsque la question se pose, pour qu'elle ne soit pas résolue. Mais sur le fond, ce n'est pas un machiavélisme, il n'y a pas une obsession permanente des dominants pour cela. C'est quelque chose qui est inscrit de manière structurelle dans le monde bourgeois. Et qui fait sa stabilité sur une longue période, qui fait sa force, sa puissance.

Et d'ailleurs c'est un progrès par rapport à l'ancien monde, où la société était incrustée dans l'ordre politique. Il n'y avait pas cette dissociation avant, les individus étaient incrustés dans le pouvoir de l'ordre féodal, des ordres anciens. Là cette dissociation crée une respiration dans la société : la citoyenneté, le mouvement social etc.

Mais encore une fois, je pense il n'y a pas de passage graduel possible du mouvement impétueux des masses, qui peut produire des désirs de société nouvelle, de rapports sociaux nouveaux, d'égalité femme-homme, de coopérative, d'autogestion, et des mises en pratiques de tout cela. Cela peut se produire de manière impétueuse, spectaculaire, de manière incroyablement puissante. Mais au bout d'un moment, il faut résoudre le problème de qui dirige, in fine. On ne peut pas le résoudre à la fin, quand la question est posée. Il faut le poser depuis le début, il faut le poser en permanence. Et le fait de le poser en permanence n'est pas quelque chose de spontané, cela implique une cassure par rapport à l'état général des choses, par rapport à la société comme elle va, cela implique de prendre des initiatives politiques.

Podemos n'est pas le produit du mouvement des Indignés. Podemos c'est une action spécifique prise par des groupements politiques qui disent qu'ils vont faire quelque chose. Quelque chose qui n'a pas été fait dans le mouvement. En 2010 et 2016, le Front de gauche a été incapable de dire dans le mouvement social : produisons une réponse politique. La réponse du NPA (où j'étais encore en 2010) c'était la grève générale. Ce n'est pas une

réponse ça ! C'est dire aux masses ce qu'elles sont en train de faire, spontanément. Ce n'est pas une réponse politique. On sait que la grève générale produit une question politique fondamentale, c'est sûr, c'est vrai, mais ce n'est pas une réponse politique. Charléty n'est pas le produit des grévistes de mai 68, c'est quelque chose qui a été construit par des acteurs politiques et syndicaux qui réfléchissaient sur la politique.

C'est cela la question qui est difficile. Il faut qu'il y ait des acteurs du mouvement social qui soient en synergie avec la politique. Il faut qu'il y ait unité sociale, pluralisme politique et articulation entre les deux. C'est cela qu'il faut faire, et ce n'est pas facile. Parce qu'effectivement les traditions vont dans l'autre sens.

26- Mustapha Gueye

Ce qui m'interpelle c'est l'intervention de Jean-Claude, qui met l'accent sur les questions de la dissociation. C'est une question récurrente. On met en avant effectivement le mouvement social, le mouvement politique. Et dans notre façon de poser les problèmes, je pense que déjà il y a une logique de cette dissociation. Elle apparaît de manière évidente, et elle est entretenue. Pourquoi ? Parce qu'en fait, notre lutte, notre objectif, c'est quoi de manière générale ? Le fondement de notre lutte, c'est l'alternative au capitalisme. Mais quelle alternative ? L'alternative socioéconomique ? Ce qui fait qu'effectivement on a tendance à faire une dissociation entre les questions économiques, les questions sociales, les questions politiques. C'est une logique récurrente qui est entretenue depuis très longtemps. Parce que le mouvement social a un contenu éminemment politique aussi. On n'a pas besoin de chercher le petit truc pour trouver qu'il y a un mouvement politique, il faut lui donner cette connotation-là, ce sens, pour amener effectivement à composer avec ce mouvement-là. Parce que sinon on viendra du dehors en disant que le mouvement social doit aujourd'hui opérer une transformation vers le politique et c'est le politique qui prend le dessus. Et en l'occurrence les partis politiques vont penser effectivement que c'est à eux de mener le mouvement révolutionnaire.

C'est comme cela que je vois les choses, depuis très longtemps cela se fait ainsi, et chaque fois par exemple que l'on est confronté à des difficultés, par exemple dans une organisation politique, on a tendance à créer une autre structure en se disant que le moment est venu, parce que le mouvement social est là, il se développe, il fait des choses et tout ça mais il y a des blocages. Parce qu'il n'y a pas de débouché. Donc le débouché c'est nous.

Moi ça me révolte, franchement ça me révolte, je tiens à le dire. On prend l'exemple aussi de Lénine, de ce qu'il s'est passé dans la révolution d'Octobre et tout ça, mais on voit que cette dichotomie n'apparaissait pas de manière si évidente dans la lutte spontanée des ouvriers, des paysans Ils posaient des problématiques qui, à priori, n'avaient pas une connotation véritablement politique, mais c'était très politique. Et on a vu le débouché.

27- Pierre Zarka

Je vais essayer de conclure, conclusion provisoire comme il se doit de toutes les conclusions.

Il faut d'abord parler de la genèse de cette réunion aujourd'hui. Un certain nombre de clubs, de journaux, d'associations, qui chacun dans leur coin sont largement insatisfaits de la

situation, en particulier de la réflexion théorique dans les milieux de la gauche radicale, et qui chacun de leur côté essayait d'avoir des réflexions, ont décidé d'essayer de travailler ensemble. Chacun bien entendu peut avoir son activité propre par ailleurs, mais le but c'est d'essayer de commencer à discuter ensemble. Deux ou trois réunions débutent, reste à savoir si les résultats seront positifs -on peut l'espérer- pour continuer à avancer au niveau de la réflexion théorique. Réflexion théorique qui devrait sans doute avoir quelques effets sur ce qu'il peut se passer ailleurs.

Pour ce qui est d'aujourd'hui, il ne peut pas y avoir de conclusion par définition. La seule conclusion est une conclusion pratique : quelques écrits sont déjà faits, ceux qui ont envie d'écrire sont largement incités à le faire et ce sera envoyé aux différents groupes qui l'exploiteront.

Pour la rencontre d'aujourd'hui, une thématique a été proposée et, c'est original, il n'y avait pas de préparation à priori. L'idée c'est de lancer l'idée, que deux ou trois personnes se sacrifient un peu pour lancer la discussion et qu'après il y ait une discussion libre à partir de la thématique. Parfois cela marche, et parfois pas. Mais dans tous les cas cela change de la technique habituelle où quelqu'un vient nous raconter pendant trois quarts d'heure la juste ligne qu'il faut avoir et après on discute. Et comme très souvent on n'a plus le temps, on a tendance à ne pas aller jusqu'au bout de la discussion.

Il me semble que là, peut-être aussi parce qu'il y avait plus de temps, on a un peu (sans doute pas suffisamment) avancé.

Voilà, en gros, le bilan que je fais, j'espère qu'on pourra le partager. Il me semble que c'est globalement positif, comme on dit dans un certain milieu.

D'autre part, si l'on pense que c'est globalement positif, on peut essayer de continuer ce genre de choses.